Archives communales
de Sainte-Gemmes-le-Robert

Inventaire des archives modernes

(Archives antérieures au 1er janvier 1983)

Réalisé par Nadège Bossé-Ollivier, archiviste itinérante,
Centre de gestion de la Mayenne

Septembre 2023

SOMMAIRE

Introduction p. 5-14

Série D : Administration générale de la commune p. 15-16

- **1 D : Conseil municipal** p. 15-16
- **2 D : Actes de l'administration municipale** p. 16
- **3 D : Administration de la commune** p. 16
- **4 D : Contentieux** p. 16

Série E : État civil p. 17

- **1 E : Registres d'état civil** p.17
- **2 E : Tables décennales** p. 17

Série F : Population – Économie sociale – Statistiques p. 18-20

- **1 F : Population** p. 18
- **2 F : Commerce et industrie** p. 18
- **3 F : Agriculture** p. 18-19
- **4 F : Subsistances** p. 19
- **5 F : Statistiques** p. 19-20
- **6 F : Mesures d'exception** p. 20
- **7 F : Travail** p. 20

Série G : Contributions – Administrations financières p. 21-24

- **1 G : Impôts directs** p. 21-24
  - Cadastre napoléonien
  - Cadastre révisé
  - Révision des évaluations cadastrales
  - Taxes et impôts
- **3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier** p. 24

Série H : Affaires militaires p. 25-27

1 H : Recrutement p. 25

2 H : Administration militaire p. 25

4 H : Mesures d'exception et faits de guerre p. 26-27
Généralités
Colonies françaises
Guerre 1914-1918
Guerre 1939-1945

Série I : Police – Hygiène publique – Justice p. 28-30

1 I : Police locale p. 28

2 I : Police générale p. 28-29

3 I : Justice p. 29

5 I : Hygiène publique et salubrité p. 29-30

Série K : Élections – Personnel p. 31-35

1 K : Élections p. 31-34
Élections politiques
Élections socioprofessionnelles

2 K : Personnel p. 34-35
Gestion des carrières
Salaires et indemnités
Cotisations sociales

Série L : Finances de la commune p. 36-37

1 L : Comptabilité p. 36-37

2 L : Revenus et charges p. 37

Série M : Édifices communaux – Monuments et établissements publics p. 38-43

1 M : Édifices publics p. 38-41
Monument aux morts
Mairie – école
Mairie – salle des fêtes
Bureau de poste
Equipements sportifs
Lavoir communal
Bloc sanitaire
Abri-bus
Sécurité des bâtiments communaux

2 M : Édifices du culte **p. 42**

4 M : Edifices à usage d'établissement d'enseignement, de sciences et d'art **p. 42-43**

Série N : Biens communaux – Terres – Bois – Eaux **p. 44-45**

1 N : Biens communaux **p. 44**

3 N : Eau **p. 44**

4 N : Propriétés et droits divers **p. 44-45**

Série O : Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux **p. 46-52**

1 O : Travaux publics et voirie en général **p. 46-50**
Généralités
Petite voirie
Voirie urbaine
Alimentation en eau potable
Assainissement

2 O : Moyens de transport et travaux divers **p. 51-52**
Réseaux électriques
Eclairage public
Réseaux des télécommunications
Relai télévision
Transport de gaz

3 O : Navigation et régime des eaux **p. 52**

Série P : Cultes **p. 53**

1 P : Culte catholique **p. 53**

Série Q : Assistance et prévoyance **p. 54-57**

1 Q : Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence **p. 54-56**
Administration
Biens
Aide sociale

3 Q : Etablissements hospitaliers, hospitalisation **p. 56**

5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance **p. 56-57**

Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts p. 58-59

1 R : Instruction publique p. 58
Généralités
École publique
Ecole privée de filles

2 R : Sciences, lettres et arts p. 58-59

Série T : Urbanisme p. 60-64

1 T : Planification et aménagement foncier p. 60
Plan d'occupation des sols (POS)

2 T : Urbanisme p. 61

3 T : Constructions p. 62-64

Introduction de l'inventaire des archives modernes

➢ Historique

La commune de Sainte-Gemmes-le-Robert est mentionnée dès 1125 sous le nom « Ecclesia Sanctae Gemmae » dans le cartulaire d'Evron. Ce dernier fait connaitre Gervais de Sainte-Gemme, inscrit à l'obituaire, et Robert, qui vivait en 1237 et donna peut-être son nom à la paroisse.

Malgré les prétentions exprimées dans plusieurs actes officiels, les châtelains du Plessis-Buret n'eurent pas en droit la seigneurie paroissiale qui était attachée à la Cour. Le seigneur devait foi simple et garde pendant huit jours à la porte de Boyère du château de Montsûrs et avait franchise pour lui et ses hommes de Sainte-Gemme et de Mézangers pour passer leurs denrées par la châtellenie de Montsûrs. Les seigneurs étaient les mêmes que ceux de la Cour à toutes les époques.

En 1433 et 1434, les anglais imposèrent aux paroissiens, au seigneur et à la dame de Sainte-Gemme l'acquisition de bullettes ou de lettres de sauvegarde pour demeurer dans la paroisse ou pour voyager. De 1451 à 1454, une rivalité entre les seigneurs de Villiers et du Plessis-Buret pour les deux fiefs de Sourches, qui se trouvaient dans le bourg même et relevaient l'un de l'autre, éclata. Elle ne s'assoupit que le 14 août 1527 lorsque Jean de la Chapelle, seigneur de Villiers, abandonna son fief de Sourches à la dame du Plessis-Buret en échange des fiefs de Morigné et de la Huannière.

Le curé Hersant envoya au Comité ecclésiastique, le 22 mai 1790, sur un papier « mal approprié par un malheureux moucheron de lumière » sa soumission joyeuse à la Constitution qui réduisait le revenu de sa cure tout en regrettant que la pension des curés de ville soit plus forte que celle des curés de campagne. Il promit d'attacher son peuple à la révolution « à force de petits prônes ». Le brave homme en revint car sa paroisse ne suivit pas les avis de ses prônes. Les hommes de la commune prirent part à la manifestation du 1er avril 1792 à Evron. De nombreux combats eurent lieu dans la commune où Saint-Paul opéra jusqu'en 1795. Six habitants furent emprisonnés à Sainte-Suzanne pour incivisme. Le 21 octobre 1793, les administrations imposées : municipalité, comité de surveillance, société montagnarde, demandèrent à la Convention le changement de nom de la commune de Sainte-Gemme en « Mont-Rochard ». La convention acquiesça le 28 octobre. Le 13 octobre 1794, un détachement républicain vint dans le bourg avec la cocarde blanche faire un simulacre de manifestation royaliste et religieuse. Ceux qui s'y associèrent furent arrêtés. Bazin, maître d'école, et Moreau, intrus de Châtres, qui avaient pris les armes contre les Chouans, furent tués le 8 janvier 1795. Le 15 avril, un combat dura une partie de la journée. D'avril à juin 1799, les Chouans fusillèrent ceux qui étaient envoyés en garnisaires ou qui désertaient de leurs rangs.

Après les années troublées de la Révolution, avec le début du XIXème siècle, la situation se stabilisa à Sainte-Gemmes-le-Robert, en dépit d'une opposition toujours vive du prêtre vis-à-vis du pouvoir et d'un net refus de la conscription destinée à pourvoir les armées de Napoléon. Le 28 août 1801, le maire monta en chaire à l'église, annonça le Concordat signé le 15 juillet entre les représentants du Pape et ceux de Bonaparte. Premier consul, il fit chanter le « Te Deum » et fit l'objet d'un blâme du préfet pour cela, le Concordat ne devenant effectif que le 18 avril 1802. Le curé Trouillard, qui succéda aux prêtres assermentés de la paroisse, s'ingénia à faire les baptêmes, mariages et enterrements religieux avant l'établissement de l'état civil et refusa pendant tout l'Empire de faire chanter aux offices l'hymne « Dieu sauve l'Empereur ». En dépit de plaintes adressées au maire jusqu'en 1814, il ne put toutefois empêcher une partie de ses paroissiens de rallier la Petite-Eglise, schisme introduit sur la commune au nom d'évêques anticoncordataires par l'abbé Mérille. L'actuel oratoire de la Glotterie fut construit en 1837 pour servir de lieu de réunions et de prières aux membres de cette secte de la Mayenne et de la Sarthe dont les derniers fidèles rejoignirent l'Eglise catholique vers 1900. L'opposition quasi unanime de la population à la conscription se poursuivit pendant tout l'Empire, en dépit des menaces et pressions exercées. Il a également été fait état d'exécutions sans qu'on en trouve trace. La mort, le 23 octobre 1806, de Mathurin Brunet, tué à un carrefour de chemins près du Gasseau, alors qu'il narguait les gendarmes d'Evron arrivant par le chemin de la Vallée de Sées, reste le drame le mieux connu de cette période. Une croix commémore ce fait. Le 13 mai 1809, le préfet Harmand, accompagné de 60 hommes armés, obtint, sous la menace, une trentaine de redditions sans briser la résistance qui se poursuivait et amena l'occupation de la commune de décembre 1812 à décembre 1813 par la troupe logée à ses frais.

Sainte-Gemmes-le-Robert eut l'honneur d'héberger, pendant une partie de sa vie, le grand érudit mayennais que fut l'abbé Alphonse Angot (1844-1917). Il résida, à partir de juin 1902, dans la maison de ses amis, les deux abbés Gaugain, à l'entrée du bourg. C'est durant cette période qu'il mit à jour le balnéaire du Rubricaire. Il travailla sans relâche à l'élaboration de son *Dictionnaire* puis de l'*Epigraphie de la Mayenne* (1907) et de l'*Armorial de la Mayenne* (1913), sans parler de ses multiples publications. Sa santé fragile l'obligea à quitter ce havre pour Saint-Fraimbault-de-Lassay où il s'éteignit le 10 juin 1917.

Lors de la première guerre mondiale, l'instituteur et secrétaire de mairie de la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert a été fait prisonnier avant de revenir dans la commune reprendre ses fonctions. Le 8 février 1916, il écrivit une lettre à son père dont voici la teneur : « Bien cher papa Adolphe, c'est dans un gourbi de première ligne, à deux cents mètres des Boches que je vais, cette année, vous formuler mes vœux les meilleurs à l'occasion de votre fête. Que Saint-Adolphe vous comblant des faveurs que je lui réclame pour vous et les vôtres fasse aussi la grâce de terminer bientôt cette guerre sauvage que nous subissons. C'est hier que j'ai réellement reçu le baptême du feu. Etant de sentinelle pour observer les tranchées ennemies par un créneau, de gros obus allemands se mirent à siffler dans ma direction pour aller éclater à cent mètres plus loin. Le sifflement était tellement aigu et la détonation si forte qu'il me semblait que ces gros projectiles étaient pour moi. Blotti dans un coin, la tête entre les jambes, je n'étais pas gai. A un moment, un éclat vint tomber à un mètre de moi, je le relevai curieusement, il était encore tout chaud. Cependant, les sifflements et éclatements tonitruants continuaient tandis qu'une épaisse fumée noire venait m'aveugler. Enfin, mon heure de faction étant terminée, je réintégrai avec plaisir mon gourbi où je me croyais plus en sureté. Aujourd'hui, le front est plus calme, on n'entend que le tac-tac des Lebels et des Mausers. Je vous quitte cher papa Adolphe et vive la Saint-Adolphe pour votre jeune Poilu qui vous serre bien affectueusement la main, Adolphe. »

Le 11 juin 1944, un bombardier anglais s'écrasa dans le bois du Crun. L'appareil, un bombardier britannique, avait décollé de Nottingham, Outre-Manche, dans la nuit, avec à son bord un équipage australien. A son retour de mission, le bombardement de la gare et du centre de tri d'Orléans, l'avion fut touché par la DCA, la défense antiaérienne. Moteur en feu, il fut obligé de faire demi-tour. Alors qu'il survolait la ville de Mayenne, le pilote, le lieutenant Joseph Fletcher, donna l'ordre à son équipage de sauter en parachute. Quelques minutes plus tard, l'avion explosa avec son pilote à bord dans le bois du Crun. Le bombardier Mathews et l'opérateur radio Franck Redford se posèrent dans la campagne, à quelques kilomètres de Jublains. Les deux hommes furent nourris et soignés par un couple d'agriculteurs. Par la suite les sergents King, Robinson et Smith furent faits prisonniers. Le 13 juin, ce dernier fut enterré dans le cimetière de Sainte-Gemmes-le-Robert où son corps repose toujours. L'enterrement de l'officier pilote australien Fletcher a constitué un véritable défi à l'occupant. Une foule particulièrement nombreuse portant des couronnes et des gerbes enrubannées de tricolore et de simples bouquets, précédée du drapeau des anciens combattants, a suivi le cercueil jusqu'au cimetière. Après la guerre, la commune paya un monument et continua à entretenir et à fleurir la tombe. Le 27 ou le 28 juillet, deux véhicules allemands passèrent à Sainte-Gemmes-le-Robert et se dirigèrent vers Hambers. Le premier portait à l'arrière une sorte d'énorme chaudière noire avec une cheminée dégageant une fumée grise. Le second était normalement bâché. Un ancien combattant de la guerre 1914-1918 présent à ce moment-là affirma qu'il s'agissait certainement d'un four crématoire dans le premier véhicule et que le second transportait des cadavres. Un ancien prisonnier allemand resté en France affirma que son armée incinérait les morts qu'elle pouvait récupérer et que les cendres étaient adressées aux familles des intéressés. Le dimanche 6 août, peu après la sortie de la grande messe, un convoi d'artillerie allemand traversa le bourg en direction de Bais s'étirant sur 2,5 km. Vers midi, il fut attaqué par un groupe important d'avions survenant du Sud-Est et ayant largué leurs réservoirs supplémentaires en bordure de la commune d'Izé. Un habitant déclara : « Je rentrais de la messe avec mon épouse et ma fille et m'apprêtais à ouvrir la maison lorsqu'un avion canadien un lâché une bombe sur un véhicule allemand tractant un canon. L'engin a explosé sur l'attelage. Aussitôt, un autre avion a mitraillé. Ayant vécu la campagne 1940 et trouvant la ferme trop proche du combat, j'ai entrainé ma famille à travers champs vers Villiers. Nous avons alors été pris à partis par un autre aviateur, qui, au dernier moment, a dû s'apercevoir que nous étions des civils car les balles s'étaient fichées dans le sol à moins de 50 cm de nous. A Villiers, les Allemands ont amené un ou deux blessés pour les soigner. Peu après, j'ai dû regagner la ferme pour protéger la maison, le feu s'étant déclaré dans l'étable toute proche. Je peux affirmer qu'aucun véhicule du convoi n'a réchappé à l'attaque car je n'en ai pas revu passer devant la ferme. Par contre, j'ai vu un groupe à pied se diriger vers Bais. ». Un habitant des Haies en 1944 raconta : « Lorsque le convoi allemand a été attaqué, j'étais à la maison avec ma famille. Après le mitraillage et de nombreuses explosions, les Allemands

ont amené deux blessés à la maison. Ayant été prisonnier, je parlais un peu allemand. Ils ont demandé une couverture pour le plus atteint. Sur leur demande, j'ai moi-même découpé ses vêtements. Je ne crois pas qu'il ait survécu à ses blessures car il avait tout un côté ouvert et l'on voyait son poumon. J'ai cru comprendre qu'un Allemand disait que c'était ses camarades, qui, furieux de n'avoir trouvé personne chez M. André, avaient mis le feu à l'étable. M. André n'est pas d'accord, disant que le feu avait été mis par des balles incendiaires lors du mitraillage. Dans la soirée, au carrefour du chemin du Rubricaire, le jeune Beucher, demeurant chez sa grand-mère au Petit-Châtelier, a voulu, en dépit des conseils de son employeur, récupérer du matériel dans un véhicule qui achevait de brûler. Il s'est fait tuer lors d'une explosion tardive. Les Allemands restés sur place sont partis à travers champs vers Evron. Les blessés ont été pris par une camionnette qui est repartie vers Evron. Du 6 au 11 août, un groupe d'allemands est resté caché dans le Rochard, approximativement à l'emplacement de l'actuel émetteur de télévision. De temps à autre, l'un d'eux venait, en se camouflant, observer la route. J'ignore ce qu'ils sont devenus ». D'autres témoins se trouvant sur la route, à la Grande-Barre ou à la Herveillère, décrivirent leur fuite à travers champs, l'incendie de bâtiments à la Herveillère et la présence d'un ou deux cadavres de soldats ennemis à la croix du chemin de la Herveillère, à proximité de l'endroit où se trouvait le dernier véhicule détruit. Le 10 août au soir, l'avant-garde des troupes de Libération s'arrêta à la Foucrayère à 1,5 km au Nord d'Evron. Une patrouille vint poser des mines au sommet de la cote du Bois-Cornu. Dans la nuit, deux chars allemands vinrent dans le bourg tirer quelques obus en direction d'Evron, sans s'attirer de riposte. Le 11 août, peu après l'aurore, l'armée de libération entra dans Sainte-Gemmes-le-Robert, d'abord une patrouille par la route de Mézangers, puis une double file de fantassins encadrant un interminable convoi de véhicules venant d'Evron.

Le territoire de Sainte-Gemmes-le-Robert compte d'imposants monuments mégalithiques : le Gros-Roc, la Chaise du diable et l'allée couverte dite des « Pierres jumelles ».

La forteresse gallo-romaine du Rubricaire est implantée sur les pentes du Mont Rochard et domine de 130 mètres le bassin de Laval. Elle appartient au type dit « quadriburgium » : c'est un quadrilatère d'une quarantaine de mètres de côté doté de tours carrées aux angles. A l'intérieur, un mur parallèle à l'enceinte délimite des casernements autour de la cour centrale. Ce monument, situé à près de trois kilomètres de la voie romaine Jublains- Le Mans, n'était pas une simple étape routière. Le Rubricaire tenait son intérêt du caractère exceptionnel de la topographie et contrôlait une campagne habitée, comme en témoignent les nombreux sites gallo-romains découverts aux alentours. Vers le XIème siècle, peut-être avant, le monument a été réoccupé et remis en état de défense en moyen de remparts de terre élevés sur les deux faces les plus ruinées. Un petit établissement de bains s'élève à trente mètres en contrebas de la forteresse. Il présente une division classique en quatre salles. Les bains froids, partie la mieux conservée, sont situés à l'angle du bloc formé par les salles chauffées : la salle tiède, l'étuve et, occupant la plus grande surface, la salle des bains chauds. Cette dernière comprend un bain rectangulaire et une alcôve à abside qui devait contenir une cuve d'aspersion. Des demi-colonnes en briques encadrant certaines portes ou certaines divisions internes des pièces sont encore visibles.

L'église du village est mentionnée en 1125. La cure était à la présentation de l'abbé d'Evron et la seigneurie était attachée à la seigneurie de la Cour. Le territoire était notamment occupé par le château de la Cour, le château du Plessis-Buret et le manoir de Pierre-Fontaine, tous deux bâtis au XVIème siècle.

Relevant autrefois de l'archidiaconé de Laval, du doyenné d'Evron, l'église est dédiée à Sainte-Gemmes, vierge et martyre, patronne de couvent de l'ordre de la Chaise-Dieu fondé en Saintonge par Guy Ier, duc d'Aquitaine. De l'église primitive, seules subsistent les bases d'une tour romaine. De profondes modifications ont été entreprises aux XIVème et XVème siècles. L'église conserve des bénitiers en granit de cette époque ainsi qu'un autre du XVIIème siècle. Elle renferme également un fragment de statue en bois représentant un Christ du XVIème siècle, une Annonciation peinte par Albert Vivet en 1895 ainsi qu'un retable en tuffeau et marbre de François Langlois daté de 1689. La chaire à prêcher de l'église, particulièrement ouvragée, est constituée d'un ensemble de panneaux sculptés accompagnant un escalier « tournant à droite ». La tribune est surmontée par un ciel orné d'un soleil rayonnant.

Le cimetière, contigu à l'église, a été transféré sur le chemin de Bais vers 1735.

Grâce à un don fait par M. Dioré de la Mermandière vers 1710 et à des legs divers (Demoiselle Penorier, Mademoiselle Duval de la Gripassière, Monsieur de la Porte, etc.), il fut formé un établissement de sœurs de la Chapelle-au-Riboul « pour instruire les jeunes filles et médicamenter les

pauvres malades ». Les garçons étaient instruits par le clergé. Les classes de l'école laïque des garçons ont coûté 20 000 francs en 1885. L'école des filles a été rouverte en 1805 par les sœurs d'Evron.

Aux legs précédents, il faut ajouter celui fait vers 1760 par un prêtre qui ne voulut pas qu'on révélât son nom, « pour établir un magasin de linge pour les pauvres. ». Au début du XXème siècle, les pauvres jouissaient d'un lit à l'hôpital de Bais et d'un autre à l'hôpital d'Évron.

Le bourg de Sainte-Gemmes-le-Robert a gardé de splendides maisons anciennes et un certain nombre de belles croix de pierre particulières à la région. Peu de villages de la Mayenne ont possédé ou possèdent autant de chapelles et calvaires que la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert. Cela tient sans doute au fait que le village se trouve depuis très longtemps à l'écart des conflits et a bénéficié de l'esprit missionnaire de prêtres desservant à certaines époques. Il convient d'abord d'évoquer les chapelles disparues : celle de Lorion aurait été dédiée à Saint-Grégoire de Villiers dont il ne reste que la table d'autel. Une autre devait se trouver dans l'enceinte du Plessis-Buret mais on n'en trouve plus trace depuis la fin du XVIIIème siècle. D'autres ont été désaffectées à la fin du XIXème siècle : celle de Pierre-Fontaine dédiée à Saint-Denis, construite en 1534, transformée en bâtiment agricole mais ayant conservé un certain cachet et une petite chapelle dédiée à Saint-Fiacre et Sainte-Barbe située dans le bourg sur la route de Bais. Enfin, celle du Crun, est située au centre du village à quinze mètres à l'Est de la route d'Assé-le-Béranger. La date de la construction, 1803, est indiquée par la plaque d'ardoise fixée au mur intérieur, à gauche de l'autel. Ce dernier, en bois, est assez original, le tabernacle étant surmonté d'une tour crénelée. Trois statues paraissent dater de la construction de la chapelle : au centre, une descente de croix, à gauche, Saint-Sébastien et à droite Saint-Pierre en majesté, bénissant. La cloche, qui d'après son inscription latine, avait été donnée au XVIIème siècle au collège de Vibraye par Louis Boussicot, a été volée en 1950, en même temps qu'un retable en staff situé sous le devant de l'autel. Elle a été reconstruite et restaurée vers 1890 et rachetée par la famille Mille d'Evron en 1980.

Parmi les chapelles encore existantes nous trouvons celle de la Saulinière, d'origine inconnue, située au carrefour du chemin et de la route d'Izé, celle de la Glotterie érigée en 1837 et ayant servi jusqu'à la fin du siècle de lieu de réunion et de prières aux membres de la Petite-Eglise, et enfin, l'oratoire des Jolivières, élevé en 1945-1946 à la suite d'un vœu formulé au cours de la dernière guerre mondiale.

Les chapelles les plus importants existant encore actuellement ont été construites à la fin du XVIIème siècle et au début du XVIIIème siècles en remplacement d'édifices datant du XIIème siècle, contemporains de Saint-Allaume.

Celle de Remmes, signalée pour la première fois en 1497 alors qu'un nommé Jean Lesaulnier y exerçait les fonctions de chapelain de Vivion, a été dédiée à Saint-Jacques en 1674. Un retable en bois sculpté et peint, semble-t-il par un artisan local, encadre l'autel.

La Chapelle de Champfleury, construire au-dessus d'un cellier, comporte une remarquable voute en bois. Sa datation n'est pas connue. En effet, la cloche est, d'une part, signalée comme ayant été bénie en 1692 par Jean Dagault, prêtre, et d'autre part, indiquée comme donnée en 1718 par l'abbesse d'Etival au Mans. Elle est garnie de trois statues très anciennes en bois (Saint-René) ou en terre cuite (Saint-Jean et Saint-Mamers).

Celle d'Etiveau a été construite en 1723, date gravée dans la clé de voûte de la porte. La cloche, donnée par Jean Lefeuvre, a été fondue en 1732 par Pierre Asselin. Cet édifice, incendié accidentellement en 1891, a été reconstruit, et semble-t-il, surélevé en 1892 grâce au travail et aux dons des habitants du village et des environs. A cette occasion, l'ancien autel en granit, a été enlevé et remplacé par un autre en bois, dont une partie serait du XVIIIème siècle. Une rente de 60 francs-or avait été créée par une personne pieuse d'Evron pour y dire des messes et aider le propriétaire à l'entretenir. On ne sait pas ce qu'est devenu ce titre de rente. Les propriétaires n'ont perçu aucune aide pour son entretien depuis 1917. Dédiée à Sainte-Anne, elle ne renferme plus que des statues sans valeur.

Ces trois chapelles sont entourées ou bordées de jardins ayant pu, dans un passé très lointain, servir de cimetières car certains en ont conservé l'appellation.

Au début du XXème siècle, tous les carrefours étaient garnis de calvaires. La plupart de ceux à croix de bois se sont effondrés. Certains ont été restaurés, mais ne présentent pas de caractéristiques remarquables. La croix Thorine est située au carrefour de la route d'Assé-le-Béranger et du chemin du Plessis-Buret. Elle est surtout remarquable par son socle de granit, sur lequel est gravé ledit socle avec la croix. En très mauvais état, elle a été remplacée par une croix moins haute par la famille Legeay du Plessis-Buret. Ce calvaire pourrait tirer son nom, soit d'une épouse Thoreau, qui l'aurait fait

ériger, soit d'un champ de la ferme de la Duranderie situé de l'autre côté de la route et connu sous le nom de « la Thorine ». La croix de Hucheloup a été érigée en bordure de la route d'Assé-le-Béranger, à l'entrée de l'allée conduisant à Hucheloup. Elle date de 1868. La croix du Fourneau est située au carrefour des routes d'Izé et d'Assé-le-Béranger et adossée à une maison depuis quelques années. Il n'en reste plus que le socle. Il s'agit d'une croix à disque, datant du XVIIème siècle. Le croisillon a disparu depuis très longtemps. On y venait en procession à l'occasion des Fêtes-Dieu. Un reposoir, garni de branchages et fleuri, était installé devant. La croix de Monteclerc est un calvaire en béton. Il fut érigé entre le Fourneau et Monteclerc, face au chemin de la Planche entre 1918 et 1920 par une famille Chauveau. La croix du Gasseau est une simple croix de bois sur un socle de maçonnerie en partie cachée dans une haie de cyprès, près d'une habitation érigée dans les années 1970 en remplacement de celle qui se trouvait près du carrefour des chemins de Cissé et de la vallée de Sées. Cette croix avait été élevée après 1815 à la mémoire du dénommé Brunet, réfractaire à la conscription, qui, le 23 octobre 1806, poursuivi par les gendarmes et voulant les braver insolemment, fut tué sur le coup. La croix Taureau a été érigée sur un plateau à mi-chemin de la route d'Izé et de la ferme de la Planche. D'où que l'on vienne, elle ne peut être atteinte qu'après une montée assez pénible. Elle pourrait donc avoir été dressée à cet endroit pour y constituer, non une étape, mais une halte pour le repos des pèlerins, car elle comporte un soubassement avec emmarchement supportant le socle. De son origine, il ne reste que ces éléments. La croix actuelle en ciment avec le Christ métallique a été érigée vers 1936-1937 par Mme Piednoir, propriétaire de la ferme de Montéclerc et du champ en bordure duquel se trouve la croix.

En revanche, il existe également sur la commune des calvaires de granit érigés à une époque où les maçons, n'étant pas sûrs de leur mortier, creusaient une cuvette assez profonde dans le bloc de granit servant de piédestal pour y planter la croix. Celui de Remmes paraît être le plus ancien. Il ne comporte qu'une croix basse, et tourne le dos à la route de Mézangers, en raison d'une modification du tracé de la voirie. Autrefois, à l'occasion des Rogations, les habitants de Sainte-Gemmes et de Mézangers s'y retrouvaient pour une messe. Les calvaires du cimetière dit « la Croix-Bouessay » de la Bourdonnière et du carrefour de Rouillon sur la route d'Hambers semblent être l'œuvre d'un même sculpteur et seraient donc de la même époque. Ils se caractérisent par l'élévation de la croix avec, en dessous, un médaillon portant de chaque côté une croix gravée en creux. Celui de Rouillon a perdu sa croix depuis plus de 50 ans. Celui du cimetière semble provenir du carrefour de l'ancienne route de Bais et du chemin de la Petite-Barre. L'appellation « Croix-Bouessay », transmise par la tradition orale pourrait indiquer qu'il a été donné par une famille de ce nom, importante dans la région dès le XVIème siècle et apparentée au début du XVIIIème siècle aux familles Diore et de Biars de Sainte-Gemmes. La croix du Bray ou du Breuil est implantée au carrefour de la route d'Izé et du chemin de Montdésert. En granit d'origine locale, à fût et croisillon octogonaux, elle parait dater du XVIIème siècle. Elle ne présente aucune inscription et le croisillon a été consolidé par une barre de fer. La croix de Maupas, située à trois cents mètres de l'église sur le côté gauche de la route, bien que du même granit que les calvaires datés du XVIIème siècle, parait plus récente. Le nom de ce calvaire est vraisemblablement une réduction de « mauvais passage », car entre lui et la sortie du bourg, le ruisseau qui ne tarit jamais et qui prend sa source en dessous du cimetière traversait sur la route formant gué sur une terre molle où les pieds s'enfonçaient profondément. Plus connu localement sous le nom de la croix de la Mi-Mézières, ce calvaire est situé sur la route d'Assé-le-Béranger, sur le territoire de cette paroisse, à quelques mètres d'un carrefour où Evron, Assé-le-Béranger et Sainte-Gemmes-le-Robert se joignent. Ce calvaire s'intègre dans l'histoire de la commune. En effet, selon l'abbé Angot, cela rappelle le souvenir d'un pèlerin envoyé par la paroisse au « Grand Sébastien de Rome ». Le voyage aller et retour avait duré un an. Une famille Mézières habitait l'Orion (Lorion aujourd'hui), hameau de Sainte-Gemmes-le-Robert, au moment de l'érection de cette croix. Haute d'environ un mètre, en granit du pays, elle présente un fût et des bras de forme octogonale et porte la date de 1604, à sa partie supérieure, date devenue presque illisible. Jusqu'en 1991, elle était montée sur un socle de granit. Sur celui-ci, une inscription « Denis Mézières » est cachée par la mousse. Aujourd'hui, cette croix se trouve couchée contre la haie au-dessus de son embase, après avoir été semble-t-il volée puis rapportée quelques semaines plus tard.

Le pylône, relais émetteur de radio et de télévision, appartient à TDF. Il est érigé au sommet du Mont-Rochard, point culminant des Coëvrons avec 356 mètres d'altitude. Les travaux ont commencé en 1970. Posé sur une « rotule », il est constitué de vingt tubes métalliques, emboîtés et arrimés les uns au-dessus des autres. Un triple haubanage, sur deux niveaux, assure sa stabilité verticale. A partir de l'élément 7, il est peint en rouge et blanc alternés pour raison de sécurité aérienne. De même, les flashs lumineux fonctionnent en permanence jour et nuit. Il est surmonté par l'antenne proprement dite composée de trois tubes de diamètre dégressif. La première mise en service date de

1972. Il s'agissait alors de la diffusion, en couleur, des programmes d'Antenne 2. En 1976, France 3 était diffusé et TF1 en 1978. Depuis 1980, l'émetteur du Mont-Rochard diffuse les programmes radios de France Culture, France Musique et France Bleu Mayenne.

➢ Traitement du fonds d'archives communales

Les archives communales sont l'ensemble des documents émanant de la vie municipale, qu'ils soient anciens ou récents et quel que soit leur support de conservation. Propriété de tous, ils sont placés sous la responsabilité du Maire qui en est le dépositaire et qui a pour mission d'en assurer la conservation.

Ainsi, dans le cadre de la protection du patrimoine écrit du département de la Mayenne, la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert a fait appel au service d'assistance à l'archivage du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Mayenne pour réaliser le tri, le classement et l'inventaire des archives communales sous le contrôle scientifique et technique des Archives départementales. Cette mission, d'une durée de 35 jours, s'est déroulée entre le 28 février et le 14 septembre 2023.

Le fonds d'archives de la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert retrace toute la vie de la commune et est une véritable source d'informations pour la municipalité comme pour les chercheurs. La plupart des documents sont tout à fait exploitables, tels que les registres de délibérations, les dossiers de permis de construire, les dossiers d'élections ou les dossiers de travaux.

Conformément à la loi du 15 juillet 2016 relative à la liberté de la création, l'architecture et le patrimoine, et pour des raisons de conservation et de mise à disposition du chercheur, les archives de plus de 50 ans ainsi que les registres d'état civil de plus de 120 ans auraient dû être déposés aux Archives départementales de la Mayenne pour être répertoriés au sein du E-Dépôt 160. Compte-tenu du degré de saturation des locaux des Archives départementales, ces archives sont restées en communes et ont été classées et inventoriées avec le reste des archives modernes.

Le classement de ce fonds d'archives d'un volume de 11 mètres linéaires a été réalisé en conformité avec la méthode archivistique française. Les archives modernes (antérieures au 1er janvier 1983) ont été, pour leur part, classées et inventoriées selon un cadre de classement réglementaire datant de 1926. Ce cadre de classement est organisé en séries et sous-séries, qu'il convient d'énumérer :

- **Série A : Lois et actes du pouvoir central**

- **Série B : Actes de l'administration départementale**

- **Série C : Bibliothèque administrative**

- **Série D : Administration générale de la commune**

  1 D : Conseil municipal
  2 D : Actes de l'administration municipale
  3 D : Administration de la commune
  4 D : Contentieux

- **Série E : État civil**

- **Série F : Population – Économie sociale – Statistique**

  1 F : Population
  2 F : Commerce et industrie
  3 F : Agriculture
  4 F : Subsistances
  5 F : Statistique générale
  6 F : Mesures d'exception
  7 F : Travail

- **Série G : Contributions – Administrations financières**

  1 G : Impôts directs
  2 G : Impôts extraordinaires
  3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier

- **Série H : Affaires militaires**

  1 H : Recrutement
  2 H : Administration militaire
  3 H : Garde nationale et sapeurs-pompiers
  4 H : Mesures d'exception et faits de guerre

- **Série I : Police – Hygiène publique – Justice**

  1 I : Police locale
  2 I : Police générale
  3 I : Justice
  4 I : Répression
  5 I : Hygiène publique et salubrité

- **Série K : Élections et Personnel**

  1 K : Élections
  2 K : Personnel municipal
  3 K : Protocole et distinctions honorifiques

- **Série L : Finances de la commune**

  1 L : Comptabilité
  2 L : Revenus et charges de la commune

- **Série M : Édifices communaux – Monuments et établissements publics**

  1 M : Édifices publics
  2 M : Édifices du culte et cimetières
  3 M : Édifices à usage de service d'assistance et de prévoyance
  4 M : Édifices à usage d'établissement d'enseignement, de science et d'art
  5 M : Édifices divers

- **Série N : Biens communaux – Terres – Bois – Eaux**

  1 N : Biens communaux
  2 N : Bois
  3 N : Eaux
  4 N : Propriétés et droits divers
  5 N : Biens nationaux

- **Série O : Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux**

  1 O : Travaux publics et voirie en général
  2 O : Moyens de transport et travaux divers
  3 O : Navigation et régime des eaux

- **Série P : Cultes**

1 P : Culte catholique
2 P : Culte protestant
3 P : Culte israélite
4 P : Cultes divers
5 P : Période révolutionnaire
6 P : Police des cultes

- **Série Q : Assistance et prévoyance**

1 Q : Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence
2 Q : Œuvres charitables
3 Q : Établissements hospitaliers, hospitalisation
4 Q : Institutions diverses
5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance

- **Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts**

1 R : Instruction publique
2 R : Sciences, lettres et arts
3 R : Sport et tourisme

- **Série S : Pièces ne rentrant pas dans les séries précédentes**

- **Série T : Urbanisme**

1 T : Planification et aménagement foncier
2 T : Urbanisme
3 T : Constructions

La description des articles se fait sur le modèle suivant : cote, objet, action, typologie, dates extrêmes :

4 M 1 Ecole des filles, construction : plans. 1848-1852

« 4 M 3 » : Cote (sous-série 4 M, 3ème dossier) ;
« Ecole des filles » : objet ;
« Construction » : action ;
« Plans » : typologie ;
« 1848-1852 » : dates extrêmes du dossier.

Au cours de la mission d'archivage, 0,2 mètres linéaires d'archives privées ont également été classés et inventoriés en série S.

➢ Conservation du fonds d'archives communales

C'est un aspect indispensable du travail de préservation du patrimoine écrit. Les archives modernes de Sainte-Gemmes-le-Robert ont, par le passé, souffert de mauvaises conditions de conservation du fait de l'absence de local archives pendant de nombreuses années et du stockage des documents dans un local technique communal. Le fonds d'archives communales présente, de ce fait, quelques lacunes. C'est pourquoi, il convient de rester vigilant et d'éviter de stocker les archives dans les greniers et caves, à même le sol ou de les empiler les unes sur les autres. Il convient également d'éviter les problèmes d'humidité de même que les chocs thermiques liés aux différences de température entre l'été et l'hiver. Les documents de grand format, fragiles ou abîmés, doivent être manipulés avec précaution et leur communication peut être limitée si nécessaire. Il est préférable d'utiliser la version numérique de ces documents si elle existe. La municipalité peut également envisager des campagnes de restauration des documents les plus abîmés en faisant appel à des restaurateurs professionnels dont les coordonnées pourront être communiquées par les Archives départementales de la Mayenne.

En 2017, lors des travaux de rénovation de la mairie, un local archives a été aménagé et équipé de rayonnages métalliques d'une capacité de stockage de 53,1 mètres linéaires permettant d'accueillir l'intégralité du fonds d'archives communales avec de bonnes conditions de conservation.

Le maire devra veiller à faire constituer les tables décennales 1813-1823, 1903-1913, 1933-1942, 1953-1962, 1963-1972 et 1973-1982 et à faire relier l'intégralité des tables décennales chez un relieur professionnel conformément à la réglementation en vigueur.

➢ Communication du fonds d'archives communales

La communication des documents relève de la responsabilité du maire en cas de non-respect des textes réglementaires et des modalités de mise à disposition des archives. Les délais de communicabilité des documents correspondent à la durée légale durant laquelle certaines archives ne peuvent en aucun cas être communiquées, sauf dérogation du Service interministériel des archives de France (SIAF) ou filiation avérée. La communication des archives est soumise aux textes réglementaires en vigueur, notamment :

- Code du patrimoine, livre II, titre 1er, chapitre 3, articles L 213-1 à L 213-8 relatifs au régime de communication ;
- Code des relations entre le public et l'administration, livre III relatif à l'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques.

- **Documents communicables sans aucun délai (régime de principe) :**
- Délibérations du conseil municipal ;
- Arrêtés du maire ;
- Registre des actes de décès ;
- Budgets et comptes ;
- Matrices et plans cadastraux ;
- Plan d'occupation des sols, Plan local d'urbanisme (publiés) ;
- Permis de construire (dès la réception de la déclaration d'achèvement de travaux) ;
- Listes électorales et procès-verbaux d'élections.

- **50 ans :**
- Dossiers de personnel ;
- Documents mettant en cause la vie privée des personnes, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat ;
- Documents portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une personne physique ;
- Protection et exploitation des mines.

- **75 ans :**
- Registres des actes de mariage et de naissance ;
- Affaires portées en justice (après clôture du dossier) ;
- Actes notariés (dons, legs, acquisitions, ventes et échanges) ;
- Dossiers d'enquêtes statistiques établis par les services publics.

- **100 ans :**
- Les dossiers ayant reçu un délai de communicabilité de 75 ans et concernant une personne mineure voient leur délai de communicabilité porté à 100 ans ;
- Dossiers d'agressions sexuelles ;
- Dossiers relatifs à la sécurité des personnes.

- **120 ans :**
- Dossiers médicaux ou documents contenant des renseignements individuels à caractère médical (délai porté à 25 ans à partir de la date de décès de la personne, si cette date est connue).

- **Incommunicable :**
- Archives dont la divulgation pourrait permettre de concevoir, de fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes de destruction massives (nucléaires, biologiques, chimiques ou bactériologiques).

Dans tous les cas, les archives doivent être consultées sur place et sous surveillance. Le local archives ne doit être accessible qu'au maire et au personnel administratif de la mairie. La porte du local archives doit être, en permanence, fermée à clé. Il est vivement conseillé de tenir un registre ou un fichier de consultation, de manière à y inscrire l'identité de la personne qui consulte, l'intitulé et la cote du dossier consulté ainsi que la date de consultation.

Série D : Administration générale de la commune

1 D : Conseil municipal

1 D 1*-3* Registres des délibérations du conseil municipal. 1884-1953

1 D 1*	6 juillet 1884 – 24 août 1919
1 D 2*	10 décembre 1919 – 1er juillet 1945
1 D 3*	15 décembre 1946 – 8 avril 1953

1 D 4-96 Extraits du registre des délibérations du conseil municipal. 1867-1982

1 D 4	1867	1 D 51	1935
1 D 5	1869	1 D 52	1936
1 D 6	1874	1 D 53	1937
1 D 7	1883	1 D 54	1938
1 D 8	1885	1 D 55	1940
1 D 9	1886	1 D 56	1941
1 D 10	1887	1 D 57	1942
1 D 11	1888	1 D 58	1943
1 D 12	1889	1 D 59	1944
1 D 13	1890	1 D 60	1945
1 D 14	1891	1 D 61	1947
1 D 15	1892	1 D 62	1948
1 D 16	1893	1 D 63	1949
1 D 17	1895	1 D 64	1950
1 D 18	1896	1 D 65	1951
1 D 19	1897	1 D 66	1952
1 D 20	1901	1 D 67	1953
1 D 21	1902	1 D 68	1954
1 D 22	1903	1 D 69	1955
1 D 23	1904	1 D 70	1956
1 D 24	1906	1 D 71	1957
1 D 25	1907	1 D 72	1958
1 D 26	1908	1 D 73	1959
1 D 27	1909	1 D 74	1960
1 D 28	1910	1 D 75	1961
1 D 29	1911	1 D 76	1962
1 D 30	1912	1 D 77	1963
1 D 31	1913	1 D 78	1964
1 D 32	1915	1 D 79	1965
1 D 33	1916	1 D 80	1966
1 D 34	1918	1 D 81	1967
1 D 35	1919	1 D 82	1968
1 D 36	1920	1 D 83	1969
1 D 37	1921	1 D 84	1970
1 D 38	1922	1 D 85	1971
1 D 39	1923	1 D 86	1972
1 D 40	1924	1 D 87	1973
1 D 41	1925	1 D 88	1974
1 D 42	1926	1 D 89	1975
1 D 43	1927	1 D 90	1976
1 D 44	1928	1 D 91	1977
1 D 45	1929	1 D 92	1978
1 D 46	1930	1 D 93	1979
1 D 47	1931	1 D 94	1980
1 D 48	1932	1 D 95	1981
1 D 49	1933	1 D 96	1982
1 D 50	1934		

1 D 97-117	Séances du conseil municipal : convocations, ordres du jour, comptes rendus de réunion, documents de travail.	1962-1982

1 D 97	1962	1 D 108	1973
1 D 98	1963	1 D 109	1974
1 D 99	1964	1 D 110	1975
1 D 100	1965	1 D 111	1976
1 D 101	1966	1 D 112	1977
1 D 102	1967	1 D 113	1978
1 D 103	1968	1 D 114	1979
1 D 104	1969	1 D 115	1980
1 D 105	1970	1 D 116	1981
1 D 106	1971	1 D 117	1982
1 D 107	1972		

2 D : Actes de l'administration municipale

2 D 1-8	Arrêtés du maire.	1903-1961

2 D 1	1903	2 D 5	1954
2 D 2	1943	2 D 6	1959
2 D 3	1949	2 D 7	1960
2 D 4	1953	2 D 8	1961

2 D 9	Répertoire des actes soumis à l'enregistrement.	1918-1950

3 D : Administration de la commune

3 D 1	Limites de l'agglomération : correspondance, arrêté du maire.	1955
3 D 2	Enquête et inventaire communaux : questionnaires communaux, fichiers communaux, document préparatoire.	1964-1979

4 D : Contentieux

4 D 1	Assurances communales et sinistres : correspondance, délibérations, actes d'adhésion, déclarations des éléments, polices d'assurance, avenants, procès-verbal d'expertise, quittances de paiement.	1886-1971

Série E : État civil

1 E : Registres d'état civil

1 E 1*-23* Registres d'état civil[1]. 1853-1982

1 E 1*	1853-1857
1 E 2*	1858-1862
1 E 3*	1863-1867
1 E 4*	1868-1872
1 E 5*	1873-1877
1 E 6*	1878-1882
1 E 7*	1883-1887
1 E 8*	1888-1892
1 E 9*	1893-1897
1 E 10*	1898-1902
1 E 11*	1903-1907
1 E 12*	1908-1912
1 E 13*	1913-1917
1 E 14*	1918-1922
1 E 15*	1923-1927
1 E 16*	1928-1932
1 E 17*	1933-1937
1 E 18*	1938-1942
1 E 19*	1943-1947
1 E 20*	1948-1952
1 E 21*	1953-1962
1 E 22*	1963-1972
1 E 23*	1973-1982

2 E : Tables décennales

2 E 1-13 Tables décennales[2]. 1794-1952

2 E 1	1794-1805
2 E 2	1803-1813
2 E 3	1823-1833
2 E 4	1833-1843
2 E 5	1843-1853
2 E 6	1853-1863
2 E 7	1863-1873
2 E 8	1873-1883
2 E 9	1883-1893
2 E 10	1893-1903
2 E 11	1913-1922
2 E 12	1923-1932
2 E 13	1943-1952

[1] Les registres d'état civil sont conservés dans un placard à portes coulissantes situé au niveau du secrétariat de mairie.
[2] Les tables décennales sont conservées dans un placard à portes coulissantes situé au niveau du secrétariat de mairie. Les tables décennales ne sont pas reliées. Il manque les tables décennales 1813-1823, 1903-1913, 1933-1942, 1953-1962, 1963-1972 et 1973-1982.

Série F : Population – Économie sociale – Statistiques

1 F : Population

1 F 1-11 Recensement de la population : arrêtés du maire, listes nominatives des habitants, notifications de nomination d'un délégué de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) dans la commune, fiche d'engagement de l'agent recenseur, carte nominative d'agent recenseur, attestations de présence des agents recenseurs aux sessions de formation, état relatif au traitement de l'agent recenseur, bulletins individuels, bordereau des bulletins individuels et des pièces transmises au préfet, avis de retour, feuilles récapitulatives de la population, avis de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), tableau récapitulatif, statistiques, relevés des dépenses à rembourser à la commune. 1906-1982

1 F 1	1906	1 F 7	1954
1 F 2	1911	1 F 8	1962
1 F 3	1921	1 F 9	1968
1 F 4	1926	1 F 10	1975
1 F 5	1931	1 F 11	1982
1 F 6	1936		

2 F : Commerce et industrie

2 F 1 Recensement des établissements commerciaux ou industriels situés sur la commune : état communal. 1969

3 F : Agriculture

3 F 1-2 Statistiques agricoles : questionnaires communaux, états communaux de statistiques agricoles, déclarations de récolte, registres des cultures, registre de déclaration des surfaces ensemencées en céréales panifiables, registre des déclarations de stocks de blé et farines panifiables, registre communal des déclarations de récolte de blé, registre décennal de statistiques agricoles, états des bénéficiaires de la prime d'encouragement à la culture du blé et du seigle, états de situation communale de production et de livraison, bordereaux d'envoi des déclarations de culture, état de recensement des animaux de ferme, comptes rendus de réunion de la commission communale de statistiques, liste des exploitations agricoles de la commune. 1896-1969

3 F 1	1896-1938
3 F 2	1939-1969

3 F 3 Calamités agricoles : correspondance, arrêté préfectoral, états récapitulatifs des pertes, attestation du maire, avis aux contribuables de dégrèvement d'impôts. 1911-1964

3 F 4 Société locale d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents de Sainte-Gemmes-le-Robert : procès-verbal d'assemblée générale constitutive, procès-verbal des délibérations du conseil d'administration, statuts. 1928

3 F 5	Société d'assurances mutuelles agricoles contre l'incendie de Sainte-Gemmes-le-Robert : statuts.	s.d.
3 F 6	Syndicat des exploitants agricoles de Sainte-Gemmes-le-Robert : délibérations du conseil municipal, déclaration d'association, statuts, accusé de réception de statuts, récépissés de dépôt en mairie des statuts, convocations d'assemblée générale, procès-verbaux d'élection, liste des membres du conseil d'administration et du bureau, listes des adhérents.	1937-1981
3 F 7	Syndicat de défense contre les ennemis des cultures de Sainte-Gemmes-le-Robert : déclaration d'association.	1941
3 F 8	Syndicat corporatif agricole de Sainte-Gemmes-le-Robert : déclaration d'association.	1941
3 F 9	Fédération des syndicats d'exploitants agricoles de la Mayenne, élection des représentants communaux : procès-verbal d'élection.	1946
3 F 10	Comité communal des prestations familiales agricoles de Sainte-Gemmes-le-Robert : correspondance, arrêté préfectoral.	1953
3 F 11	Verger cidricole : correspondance, états des demandes de subvention d'arrachage de pommiers à cidre et de poiriers à poire, demande d'expertise avant arrachage de pommiers à cidre et poiriers à poire, fiches d'inventaire cadastré du verger cidricole, certificats de récoltant, certificats d'agrément.	1948-1980
3 F 12	Monte publique : listes des verrats et des taureaux admis à effectuer la monte publique en Mayenne.	1953-1972
3 F 13	Acquisition de matériel agricole : cahier d'enregistrement des demandes de remboursement sur l'acquisition de matériel agricole.	1954-1972
3 F 14	Plaques d'exploitation agricole : notes du préfet, bordereaux des déclarations reçues en mairie.	1957-1963
3 F 15	Cumul d'exploitations agricoles : correspondance, demande d'autorisation de cumul ou de réunion d'exploitations agricoles, fiches de renseignements fournies par le maire.	1971-1977
3 F 16	Aides versées aux agriculteurs : inventaires communaux, états récapitulatifs des déclarations souscrites.	1974-1982
3 F 17	Elevage apicole : liste des propriétaires ou détenteurs de ruchers déclarés résidant sur la commune.	1977
3 F 18	Réalisation de la carte des zones humides : plans.	1982

4 F : Subsistances

4 F 1	Création d'un dépôt de pain : correspondance, déclaration de dépôt de pain.	1953

5 F : Statistiques

5 F 1	Commune : états annuels des sinistres.	1900-1946
5 F 2	Bureau de bienfaisance : états annuels de statistiques.	1929-1956

6 F : Mesures d'exception

6 F 1	Ravitaillement de la population en pain pendant la première guerre mondiale : correspondance, inventaires des quantités de pain invendu, farine et levain restant, états des consommations de pain, bordereaux d'envoi des bons de pain à prix réduit, bordereaux de décompte des bons de pain, notifications de délivrance de mandats de paiement pour le remboursement des tickets de pain, état des ordres de paiement, factures, certificats de conformité d'un bordereau de tickets de pain à prix réduit.	1920-1921
6 F 2-3	Ravitaillement de la population pendant la seconde guerre mondiale : correspondance, arrêté préfectoral partant approbation du comité de production agricole en temps de guerre, liste des membres du comité, circulaires préfectorales, listes des producteurs communaux, notifications d'imposition, états de répartition des contingents communaux, demandes de bons de ravitaillement, bons de ravitaillement, bons de commande, ordres de réquisition, certificats du maire, états des transports de denrées, bordereau d'inscription des documents reçus par la commune au titre du plan spécial de ravitaillement, factures.	1939-1949

7 F : Travail

7 F 1	Apprentissage : correspondance, contrats d'apprentissage.	1951-1954

Série G : Contributions – Administrations financières

1 G : Impôts directs

Cadastre napoléonien

1 G 1* Atlas cadastral[1]. 1836

Tableau d'assemblage
Section A dite de « l'Hermitage », 1ère feuille
Section A dite de « l'Hermitage », 2ème feuille
Section B dite de « Villiers », 1ère feuille
Section B dite de « Villiers », 2ème feuille
Section C dite de « Longuelaine », 1ère feuille
Section C dite de « Longuelaine », 2ème feuille
Section D dite de « Pierrefontaine », 1ère feuille
Section D dite de « Pierrefontaine », 2ème feuille
Section E dite du « Bourg », 1ère feuille
Section E dite du « Bourg », 2ème feuille
Section E dite du « Bourg », 3ème feuille
Section F dite des « Rabries », 1ère feuille
Section F dite des « Rabries », 2ème feuille
Section G dite de « Vivouin », 1ère feuille
Section G dite de « Vivouin », 2ème feuille
Section H dite du « Plessis-Buret », 1ère feuille
Section H dite du « Plessis-Buret », 2ème feuille
Section I dite de « la Gripassière », 1ère feuille
Section I dite de « la Gripassière », 2ème feuille
Section J dite de « Bourg-Chevreau », 1ère feuille
Section J dite de « Bourg-Chevreau », 2ème feuille

1 G 2*-3* Matrices cadastrales des propriétés bâties. 1882-1935

1 G 2* 1882-1911 (cases n° 1 à 448)
1 G 3* 1911-1935 (cases n° 1 à 350)

1 G 4*-5* Matrices cadastrales des propriétés non bâties. 1914-1937

1 G 4* Folios n° 1 à 496
1 G 5* Folios n° 497 à 757

[1] L'atlas cadastral est conservé dans le bureau du maire.

Cadastre révisé

1 G 6* Atlas cadastral[2]. 1936-1967

Section A dite de « l'Hermitage », 1ère feuille
Section A dite de « l'Hermitage », 2ème feuille
Section B dite de « Villiers », 1ère feuille
Section B dite de « Villiers », 2ème feuille
Section C dite de « Longuelaine », 1ère feuille
Section C dite de « Longuelaine », 2ème feuille
Section D dite de « Pierrefontaine », 1ère feuille
Section D dite de « Pierrefontaine », 2ème feuille
Section E dite du « Bourg », 1ère feuille
Section E dite du « Bourg », 2ème feuille
Section E dite du « Bourg », 3ème feuille
Section F dite des « Rabries », 1ère feuille
Section F dite des « Rabries », 2ème feuille
Section G dite de « Vivouin », 1ère feuille
Section G dite de « Vivouin », 2ème feuille
Section H dite du « Plessis-Buret », 1ère feuille
Section H dite du « Plessis-Buret », 2ème feuille
Section I dite de « la Gripassière », 1ère feuille
Section I dite de « la Gripassière », 2ème feuille
Section J dite de « Bourg-Chevreau », 1ère feuille
Section J dite de « Bourg-Chevreau », 2ème feuille

1 G 7* Registre des états de sections des propriétés non bâties. 1936

1 G 8*-9* Matrices cadastrales des propriétés bâties et des propriétés non bâties. 1936-1975

1 G 8* A – G
1 G 9* H – V

1 G 10*-15* Comptes supprimés. 1936-1981

1 G 10*-11* 1936-1975
- 1 G 10* Comptes n° 1 à 199
- 1 G 11* Comptes n° 200 à 800

1 G 12*-14* 1975-1979
- 1 G 12* + – D
- 1 G 13* F – M
- 1 G 14* Comptes divers

1 G 15* 1980-1981

[2] L'atlas cadastral est conservé dans le bureau du maire. Il manque le tableau d'assemblage. Certaines feuilles du cadastre original de 1936 sont manquantes et ont été remplacées par des feuilles de mise à jour datant de 1967.

Révision des évaluations cadastrales

1 G 16	Révision des évaluations cadastrales : correspondance, délibérations, circulaires, décisions des services fiscaux portant nomination des commissaires titulaires et des commissaires suppléants de la Commission communale des impôts directs (CCID), avis aux contribuables, listes de présentation des membres de la CCID, tableau des coefficients d'actualisation, tableau des coefficients d'adaptation, tarif des évaluations, état de mise à jour des fichiers relatifs aux propriétés bâties et non bâties, liste, surface pondérée et tarif d'évaluation des locaux de référence, liste des locaux dont les propriétaires n'ont pas pu être identifiés, liste des locaux dont les occupants n'ont pas pu être identifiés, déclaration destinée aux services fiscaux, procès-verbaux des opérations de révision.	1948-1982
1 G 17*	Première révision quinquennale des évaluations foncières des propriétés bâties : bulletins de centralisation.	1974-1977

Taxes et impôts

1 G 18	Contribution foncière : état de section de la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert.	An V
1 G 19-22	Contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres : matrices générales.	1850-1931

1 G 19	1850-1861
1 G 20	1878-1889
1 G 21	1891-1903
1 G 22	1912-1931

1 G 23	Registre des déclarations faites par les contribuables en cas de construction nouvelle, de reconstruction, d'addition de construction et d'affectation de terrains à des usages commerciaux ou industriels.	1893-1973
1 G 24	Taxe sur les chiens : rôles.	1908-1919
1 G 25	Taxe des prestations des chemins vicinaux : rôles.	1908-1919
1 G 26	Nomination des répartiteurs et des classificateurs de l'impôt : arrêtés préfectoraux, listes de propositions.	1912-1934
1 G 27	Contributions directes et taxes assimilées : correspondance, registre d'inscription des déclarations, avertissements délivrés par l'inspecteur des contributions directes, liste des prisonniers de guerre en captivité.	1915-1947
1 G 28	Impôts sur le revenu : listes des contribuables.	1928-1959

1 G 29-31	Contribution foncière des propriétés bâties et taxe sur le revenu net des propriétés bâties, contribution foncière des propriétés non bâties. Contribution mobilière et taxe d'habitation. Taxe sur les chiens. Taxe pour frais de chambre des métiers. Taxe des prestations. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et taxe de déversement à l'égout. Taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets, taxe sur les domestiques, précepteurs, préceptrices et gouvernantes et taxe sur les instruments de musique à clavier. Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels. Contribution des patentes. Taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe d'enlèvement des ordures ménagères : copies de la matrice générale. 1 G 29 1931-1951 1 G 30 1952-1966 1 G 31 1967-1976	1931-1976
1 G 32	Fiscalité directe locale : délibérations, tableaux des anciennes contributions directes, renseignements extraits des rôles généraux des impôts directs locaux et des taxes annexes incorporées, états de notification des taux d'imposition, fiche analytique.	1945-1982
1 G 33	Bénéfices forfaitaires de l'exploitation agricole : correspondance, listes de classement des exploitations de polyculture, états des changements intervenus dans la situation des familles d'agriculteurs, états des déclarations de mutation de terres reçues en mairie, déclarations de superficies pour une réduction d'impôt en faveur des producteurs de blé ou de seigle, certificats d'affichage.	1948-1982
1 G 34	Contribution foncière des propriétés non bâties : registre des déclarations des changements de nature de culture.	1966-1970

3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier

3 G 1	Distribution et ramassage du courrier : correspondance, traités pour le relevé de la boîte municipale.	1881-1961
3 G 2	Fonctionnement de l'agence postale : correspondance, délibérations.	1971-1982

Série H : Affaires militaires

1 H : Recrutement

1 H 1	Recensement militaire : listes nominatives de recensement, listes des ajournés, listes de tous les résidants et réfugiés âgés de 25 à 40 ans, notices individuelles.	1891-1975
1 H 2	Recrutement militaire : registre des récépissés d'avis de décès à fournir par le maire pour tout individu âgé de 20 à 49 ans, registres des récépissés de déclaration de changement de résidence, déclarations de changement de résidence, fiche d'avertissement.	1914-1965
1 H 3	Mobilisation militaire : listes des points d'affichage de la commune, état de situation de la main d'œuvre agricole en temps de guerre, enquête sur les ressources et les besoins du département en vue de la mobilisation nationale, état de recensement des maréchaux-ferrants et des entrepreneurs de battage, états communaux des déficits à la mobilisation.	1920-1950
1 H 4	Sursis d'appel et report d'incorporation : correspondance, délibérations, certificats joints à une demande de suris d'appel.	1927-1962
1 H 5	Permissions agricoles : correspondance, certificats du maire.	1940-1966
1 H 6	Soutiens indispensables de famille : correspondance, notification préfectorale, demande de dispense en qualité de soutien de famille, feuille de renseignements, certificats du maire, avis concernant l'examen par la commission régionale d'une demande dispense pour soutien de famille.	1954-1975
1 H 7	Affectation spéciale du personnel dirigeant des grandes exploitations agricoles : circulaire préfectorale, état des affectations spéciales du personnel dirigeant des grandes exploitations agricoles de la commune.	1957
1 H 8	Exemptés : correspondance, bulletin de renseignements.	1966

2 H : Administration militaire

2 H 1	Recensement des chevaux et véhicules automobiles : listes des propriétaires de véhicules automobiles, remorques et motocyclettes, déclarations et récépissés de déclaration de possession, listes de recensement des voitures hippomobiles, déclaration annuelle.	1928-1943
2 H 2	Emplois militaires : déclaration de non-acceptation d'un emploi militaire.	1935
2 H 3	Logement et cantonnement des troupes : état des ressources que présente la commune pour le logement et le cantonnement des troupes.	s.d.-1948
2 H 4	Pigeons voyageurs : correspondance.	1959

4 H : Mesures d'exception et faits de guerre

Généralités

4 H 1 Anciens combattants : correspondance, demandes de médaille commémorative de 1870-1871, demande d'autorisation et autorisation de porter la médaille d'Orient, demandes de diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations des anciens combattant et victimes de guerre, demande de renouvellement de la carte du combattant, liste des victimes de la guerre 1939-1945, état de recensement des anciens prisonniers de la guerre 1914-1918, diplôme remis à la commune en reconnaissance de son témoignage de ferveur patriotique et de sa participation au mémorial de la bataille de Verdun. 1929-1974

Colonies françaises

4 H 2 Colonie sénégalaise, décès de soldats : extrait d'un registre des actes d'état civil. 1904

Guerre 1914-1918

4 H 3 Réfugiés : correspondance, liste nominative des réfugiés, cartes d'identité, liste des immeubles susceptibles d'être réquisitionnés pour le logement des réfugiés. 1914-1919

4 H 4 Soldats morts pour la France : actes de décès, extraits de registres de décès, extraits des minutes du greffe du tribunal civil de 1ère instance de Laval. 1915-1921

4 H 5 Logement et cantonnement des troupes britanniques : liste des biens laissés dans la commune par la compagnie anglaise « E 105 th Ammunition Train », reçu en paiement de dommages causés par les hommes de la compagnie anglaise, état des sommes dues à la commune pour le logement et le cantonnement des troupes. 1919

Guerre 1939-1945

4 H 6 Réquisitions pour la Nation française : correspondance, arrêté préfectoral, ordres de réquisition. 1939-1947

4 H 7 Réfugiés : correspondance, listes nominatives de réfugiés, état des réfugiés hébergés dans la commune, états récapitulatifs des dépenses d'hébergement, fiches nominatives, états numériques, arrêtés du maire portant nomination d'un régisseur pour le paiement des allocations dues aux réfugiés, demandes d'allocations, états des allocations versées aux réfugiés, états des indemnités versées pour le transport de réfugiés, liste des transporteurs ayant abandonné leurs indemnités au profit des prisonniers de guerre, état des secours apportés aux sinistrés normands, état des personnes ayant déclaré sur l'honneur être sinistrées dans leur domicile et n'avoir pas perçu de secours, certificats d'hébergement de chevaux, états des allocations dues pour le logement des chevaux des réfugiés, demande de bon d'achat de vêtements et articles textiles, état des vêtements et chaussures remis aux réfugiés, certificat du maire. 1939-1948

4 H 8 Contrôle des armes à feu : état des armes à feu déposées à la mairie. 1940

4 H 9	Soldats morts pour la France : notifications de disparition de soldats.	1940
4 H 10	Occupation allemande, réquisitions : circulaires préfectorales, instruction allemande, ordres de réquisitions, accusés de réception d'ordres de réquisition, état des réquisitions éventuelles de bicyclettes pour les besoins de l'armée allemande, liste des propriétaires de chevaux, listes des chevaux à présenter à l'armée allemande, liste des chevaux prêtés par l'armée allemande, listes des chevaux allemands ou français recueillis, états des chevaux réquisitionnés, état des chevaux réquisitionnés par les troupes allemandes et non payés au moment de la libération, bordereaux des pièces jointes à une demande d'indemnités pour réquisitions allemandes (1940-1944). Logement des troupes allemandes : états des logements et cantonnements de troupes allemandes (1940). Creusage de tranchées : demandes du maire de Sainte-Gemmes-le-Robert sur ordre des autorités allemandes, état nominatif des personnes qui ont participé aux travaux (1944).	1940-1944
4 H 11	Dommages de guerre : correspondance, déclarations de dommages, dossiers descriptifs de pertes résultant de faits de guerre, états de renseignements fournis à l'appui d'une demande d'indemnités pour prestations fournies à l'armée allemande, états récapitulatifs des dommages de guerre, listes des sinistrés inscrits au programme départemental de reconstruction, décision du délégué départemental du Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, états des décisions de dommages de guerre, bordereaux de notification des décisions de dommages de guerre.	1940-1960
4 H 12	Service du travail obligatoire (STO) : correspondance, circulaire préfectorale, liste des jeunes gens âgés de 17 à 21 ans au 1er janvier 1942, liste des hommes nés en 1923, attestations en vue de l'attribution du demi-salaire à une personne membre de la famille.	1942-1944
4 H 13	Bureau d'échange de billets : correspondance, états des sommes dues aux gardiens requis.	1945
4 H 14	Prisonniers de guerre français : demande de bon de transport gratuit, pétition de la section locale de Sainte-Gemmes-le-Robert au président de la section cantonale des prisonniers de guerre.	1945-1950
4 H 15	Prisonniers de guerre allemands : correspondance, état de répartition des prisonniers de guerre allemands sur le territoire communal, attestations de nomination de gardien civil des prisonniers de guerre.	1945-1947
4 H 16	Déminage, désobusage et débombage : circulaire préfectorale, liste des engins de guerre non éclatés et de leur localisation sur le territoire communal.	1947

Série I : Police – Hygiène publique – Justice

1 I : Police locale

1 I 1	Débits de boissons permanents, ouverture : arrêté préfectoral, liste des débits de boissons de la commune, déclarations d'ouverture, de mutation ou de translation d'un débit de boissons à consommer sur place, cahier d'enregistrement des déclarations, cahier d'enregistrement des demandes d'autorisation d'ouverture en dehors des heures réglementaires, autorisation du maire, certificat du maire (1880-1976). Droit de licence des débits de boissons : correspondance, délibérations (1947-1981).	1880-1981
1 I 2	Echange de blé contre farine : état récapitulatif des déclarations d'échange de blé contre de la farine ou du pain.	1954-1955
1 I 3	Hôtel de la Boule d'Or : fiches de voyageurs.	1887
1 I 4	Dépôts d'explosifs, exploitation : correspondance, arrêtés préfectoraux, demandes d'autorisation d'exploiter un dépôt permanent d'explosifs, certificats du maire portant autorisation d'exploitation, certificat de construction, attestation de conformité de construction d'un dépôt d'explosifs, certificats d'acquisition de produits explosifs (1936-1982). Délivrance d'explosifs : certificat du maire (1933).	1933-1982
1 I 5	Courses cyclistes : correspondance, arrêtés préfectoraux.	1947-1963
1 I 6-7	Permis de chasser.	1954-1974

1 I 6
Registre d'enregistrement des permis de chasser délivrés, permis de chasse (1954-1974).

1 I 7
Fiches de demande de permis de chasse (1956-1968).

1 I 8	Détention d'armes à feu : correspondance, certificats du maire.	1960-1962

2 I : Police générale

2 I 1	Etrangers : correspondance, listes nominatives, déclaration en vue de la reconnaissance de nationalité française, registres d'enregistrement des demandes de cartes d'identité, carnet de récépissés de demande de carte d'identité, récépissés de demande de carte d'identité, avis d'arrivée ou de départ d'un étranger, registre d'enregistrement des visas d'arrivée et de départ des étrangers, certificats de réception de carte de travail, liste nominative des étrangers qui ont fait viser leur certificat d'immatriculation pour cause de changement de résidence, demandes de sauf-conduit ou de carte de circulation temporaire.	1924-1963

2 I 2	Sécurité contre l'incendie : correspondance, circulaires préfectorales, arrêté du maire relatif au plan communal de défense contre les incendies de forêts, listes des personnes constituant les équipes de secours de la commune, contrat passé entre la ville d'Evron et la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert pour la mise à disposition de sapeurs-pompiers et de matériel en cas d'incendie, états des indemnités dues à la compagnie des sapeurs-pompiers de la ville d'Evron qui sont intervenus pour l'incendie de la ferme de Pierre-Fontaine en 1942, mandat de paiement d'une subvention versée à la ville d'Evron pour l'acquisition d'une motopompe.	1929-1962
2 I 3	Délivrance des cartes nationales d'identité : registre d'enregistrement.	1956-1974
2 I 4	Changement de domicile : registres des récépissés de déclaration de changement de domicile.	1958-1979
2 I 5	Associations dissoutes : correspondance, convocation à une réunion, liste des membres du bureau, liste nominative des propriétaires susceptibles d'être touchés par la recherche d'uranium.	1958
2 I 6	Protection civile : correspondance, liste nominative des secouristes de la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert.	1962

3 I : Justice

3 I 1	Assistance judiciaire : correspondance, demande d'assistance judiciaire, déclaration d'indigence, fiches de renseignements, copie de jugement du tribunal de grande instance de Laval, extraits des minutes du greffe du tribunal de Laval, certificats de l'avocat, certificat du maire, pièce justificative.	1891-1972
3 I 2	Plis d'huissiers.	1897-1936
3 I 3	Délits : correspondance, citation à prévenu, certificat médical.	1898-1966
3 I 4	Vérification des registres d'état civil : correspondance, états des contraventions dressées par le procureur de la République.	1905-1945
3 I 5	Incapacité électorale : avis préfectoral.	1930
3 I 6	Formation des jurys d'assises : correspondance, tableaux des résultats de tirage au sort des jurés d'assises, listes préparatoires communales de la liste départementale annuelle des jurés.	1931-1982
3 I 7	Désignation des assesseurs à la chambre correctionnelle économique : listes nominatives des assesseurs.	1945-1946

5 I : Hygiène publique et salubrité

5 I 1	Inspection sanitaire des viandes : correspondance, déclaration de maladie, déclaration de vente d'animaux, autorisations d'abattage délivrées par le vétérinaire inspecteur.	1935-1943

5 I 2	Etablissements dangereux, incommodes ou insalubres : correspondance, délibération, arrêtés préfectoraux, demande d'autorisation de construire, déclarations d'ouverture d'un établissement dangereux, récépissés de déclaration, procès-verbal d'affichage, questionnaires relatifs à l'exploitation d'un établissement dangereux, prescriptions générales, avis de l'ingénieur subdivisionnaire, procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo, plans.	1953-1978
5 I 3	Surveillance des eaux destinées à la consommation humaine : fiches d'analyse.	1954-1969
5 I 4	Services vétérinaires : correspondance, arrêtés préfectoraux portant déclaration d'infection ou levée de mise sous surveillance, arrêtés préfectoraux portant autorisation de livraison pour l'alimentation de carnivores de certaines viandes saisies dans les abattoirs, récépissés de déclaration de maladie contagieuse, rapport du vétérinaire-sanitaire, états de vaccination anti-aphteuse obligatoire, contrat de vaccination, liste des exploitations ayant souscrit un contrat de vaccination, certificat du maire.	1957-1981

Série K : Élections et Personnel

1 K : Élections

Élections politiques

1 K 1	Listes électorales.	1930-1982
1 K 2	Listes d'émargement.	1929-1982
1 K 3	Elections européennes : décret ministériel, état de composition du bureau de vote, liste des candidats, liste des mandataires départementaux, télégramme officiel, procès-verbal d'élection, fiche de résultats (scrutin du 10 juin 1979).	1979
1 K 4	Référendums : décrets présidentiels, états de composition du bureau de vote, propagande électorale, listes des mandataires des organisations habilitées à participer à la campagne électorale, projet de constitution présenté par le gouvernement de la République, déclaration de Michel Debré 1er ministre sur l'Algérie faite devant l'assemblée nationale le 7 décembre 1960, affiche de l'allocution radiodiffusée et télévisée prononcée par le Général de Gaulle à l'Elysée le 20 décembre 1960, affiche de l'allocation radiodiffusée et télévisée prononcée par le Général de Gaulle le lundi 20 mars 1962 à l'Elysée, affiche du discours prononcé le 9 octobre 1962 par Gaston Monnerville président du sénat, allocution prononcée par Alain Poher président du sénat, déclaration du Général de Gaulle exposant les motifs du projet de loi relatif à la création des régions et à la rénovation du sénat, affiche de la déclaration du président de la République exposant les motifs du traité d'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE), documentation, article de presse, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, annexe au procès-verbal de recensement des votes, récépissés du procès-verbal d'élection, fiches de résultats (scrutins des 21 octobre 1945, 5 mai 1946, 13 octobre 1946, 28 septembre 1958, 8 janvier 1961, 8 avril 1962, 28 octobre 1962, 27 avril 1969 et 23 avril 1972).	1945-1972
1 K 5	Elections présidentielles : décrets présidentiels, états de composition du bureau de vote, listes des candidats, listes des mandataires départementaux, fiche de désignation d'un délégué de candidat, listes nominatives des électeurs admis à voter par correspondance, listes des votes par procuration, propagande électorale, article de presse, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, fiches de résultats (scrutins des 5 et 19 décembre 1965, 1er et 15 juin 1969, 5 et 19 mai 1974, 26 avril et 10 mai 1981).	1965-1981

1 K 6	Elections législatives : correspondance, décrets présidentiels, décrets ministériels, arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, listes des candidats, bulletins de vote, fiche de désignation d'un délégué de candidat, liste des votes par procuration, listes nominatives des électeurs admis à voter par correspondance, propagande électorale, articles de presse, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, récépissés du procès-verbal des élections, fiches de résultats, accusé de réception de documents (scrutins des 1er et 8 mai 1932, 26 avril et 3 mai 1936, 21 octobre 1945, 2 juin 1946, 10 novembre 1946, 17 juin 1951, 2 janvier 1956, 23 novembre 1958, 18 novembre 1962, 5 et 12 mars 1967, 23 juin 1968, 11 mars 1973, 12 et 19 mars 1978, 14 juin 1981).	1932-1981
1 K 7	Elections sénatoriales : correspondance, arrêtés préfectoraux, bulletins de vote, convocation du conseil municipal, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, récépissés du procès-verbal d'élection (scrutins des 24 novembre 1946, 17 octobre 1948, 15 mai 1955, 5 avril 1959, 5 septembre 1965 et 1er septembre 1974).	1946-1974
1 K 8	Elections au conseil d'arrondissement : propagande électorale, état nominatif des cartes électorales dont les destinataires n'ont pu être atteints et qui ont été retournées, procès-verbaux d'élection (scrutins des 18 septembre 1931 et 17 octobre 1937).	1931-1937
1 K 9	Elections cantonales : correspondance, décrets ministériels, arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, listes des candidats, fiche de désignation d'un délégué de candidat, liste des procurations reçues en mairie, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, fiches de résultats, accusé de réception de documents (scrutins des 7 octobre 1934, 30 septembre 1945, 20 mars 1949, 7 octobre 1951, 20 avril 1958, 8 mars 1964, 8 mars 1970, 7 mars 1976, 14 et 21 mars 1982).	1934-1982
1 K 10	Elections municipales : délibérations, arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, bulletins de vote, propagande électorale, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, état des suffrages obtenus pour chaque candidat, fiches de résultats, récépissés du procès-verbal des opérations électorales, extraits du procès-verbal des opérations électorales, convocations du conseil municipal, procès-verbaux d'installation du conseil municipal et de l'élection du maire et des adjoints, extraits du procès-verbal d'installation du conseil municipal, tableaux du conseil municipal, listes de formation des commissions et de désignation des délégués de syndicats (scrutins des 1er mai 1904, 3 mai 1908, 5 et 12 mars 1935, 19 octobre 1947, 26 avril 1953, 8 mars 1959, 14 mars 1965, 14 mars 1971, 13 et 20 mars 1977).	1904-1977

Élections socioprofessionnelles

1 K 11	Elections des représentants à la chambre d'agriculture : correspondance, arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, listes des candidatures déclarées, bulletins de vote, listes électorales, avis de dépôt en mairie de la liste électorale, liste des groupements professionnels agricoles ayant leur siège social dans la commune, procès-verbaux d'élection, fiches de résultats (scrutins des 27 février 1927, 5 février 1932, 5 février 1939, 3 février 1952, 13 février 1955, 3 mai 1959, 2 février 1964, 5 février 1967, 3 mai 1970, 24 février 1974, 1er février 1976 et 18 février 1979).	1920-1982

1 K 12 Elections des représentants à la chambre des métiers : arrêtés préfectoraux, listes des candidatures déclarées, procès-verbaux constatant l'accomplissement des opérations de révision des listes électorales, listes électorales, déclarations annuelles des personnels employés dans les entreprises artisanales, liste des chefs d'entreprises immatriculés au répertoire des métiers, listes des établissements industriels ou commerciaux de la commune soumis à la réglementation des établissements classés, résultats (scrutins des 27 novembre 1949, 16 décembre 1956, 24 avril 1960, 26 novembre 1961, 15 juin 1965, 24 novembre 1968, 21 novembre 1971, 20 janvier 1975, 23 novembre 1977 et 26 novembre 1980). 1946-1980

1 K 13-14 Elections des représentants à la chambre et au tribunal de commerce : arrêtés préfectoraux, listes des candidatures déclarées, bulletins de vote, listes électorales, procès-verbaux d'élection, résultats (scrutins des 9 décembre 1934, 22 novembre 1936, 21 novembre 1937, 13 novembre 1938, 23 décembre 1945, 22 décembre 1946, 14 décembre 1947, 5 décembre 1948, 18 décembre 1949, 10 décembre 1950, 23 décembre 1951, 14 décembre 1952, 20 décembre 1953, 12 décembre 1954, 11 décembre 1955, 10 juin 1956, 7 octobre 1956, 2 et 16 juin 1957, 3 et 17 décembre 1957, 13 juin 1958, 6 et 20 décembre 1959, 4 décembre 1960, 17 décembre 1961, 14 juin 1962, 12 juin 1963, 13 décembre 1964, 2 juin 1965, 8 juin 1966, 7 juin 1967, 10 juin 1968, 11 juin 1969, 9 juin 1970, 8 juin 1971, 30 novembre 1971, 11 février 1974, 7 octobre 1975, 12 et 25 octobre 1976, 11 octobre 1977, 9 octobre 1979, 7 et 8 octobre 1980, 12 octobre 1982, 22 novembre 1982). 1901-1982

1 K 13 1901-1954
1 K 14 1955-1982

1 K 15 Elections des représentants au centre régional de la propriété forestière : correspondance, arrêté préfectoral, arrêtés du maire, liste des candidatures déclarées, listes électorales, avis d'affichage des listes électorales (scrutins du 11 décembre 1966 et des années 1973 et 1979). 1966-1979

1 K 16 Elections des représentants aux tribunaux paritaires des baux ruraux et à la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux : arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, listes des candidatures déclarées, bulletins de vote, listes électorales, avis de dépôt des listes électorales, procès-verbal de dépôt et de publication des listes électorales, procès-verbaux d'élection, résultats (scrutins des 16 juin 1946, 25 janvier 1948, 30 janvier 1949, 28 octobre 1951, 24 octobre 1954, 27 octobre 1957, 8 novembre 1959, 17 novembre 1963, 10 novembre 1968, 18 novembre 1973 et 12 novembre 1978). 1946-1978

1 K 17 Elections des représentants à la Mutualité sociale agricole (MSA) : arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, bulletins de vote, listes électorales et d'émargement, feuilles de dépouillement, procès-verbaux d'élection, résultats (scrutins des 18 décembre 1949, 28 janvier 1953, 18 janvier 1959, 31 janvier 1965, 16 et 23 mai 1971, 24 avril 1977). 1949-1977

1 K 18	Elections des représentants aux organismes de la sécurité sociale : arrêtés préfectoraux, états de composition du bureau de vote, listes des candidatures déclarées, bulletins de vote, relevés nominatifs des salariés, relevés nominatifs des électeurs, procès-verbaux d'élection (scrutin des 24 avril 1947, 8 juin 1950, 17 novembre 1955 et 13 décembre 1962).	1947-1962
1 K 19	Elections des représentants à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : délibération, listes des candidatures déclarées, listes électorales, bulletins de vote, procès-verbaux d'élection (scrutins des 15 octobre 1953, 15 octobre 1959, 9 novembre 1971 et 23 octobre 1977).	1953-1977
1 K 20	Elections des représentants au conseil des prud'hommes : correspondance, délibération, listes électorales, avis de dépôt de la liste électorale, déclaration de traitement automatisé d'informations nominatives, liste des candidatures déclarées, déclarations nominatives des employeurs, déclarations nominatives des salariés (scrutins des 12 décembre 1979 et 8 décembre 1982).	1979-1982

2 K : Personnel

Gestion des carrières

2 K 1	Dossiers de carrière du personnel communal (classement alphabétique) : correspondance, délibérations, arrêtés du maire, fiches individuelles d'agent, récépissés de déclaration d'immatriculation à la sécurité sociale, certificats du maire, déclaration d'accident de travail, certificat médical, certificat de l'employeur, certificat de guérison, dossiers de validation de service.	Dossiers clos pour 1982
2 K 2	Election des représentants du personnel communal à la commission nationale paritaire, à la commission paritaire intercommunale, à la commission intercommunale d'hygiène et de sécurité et des membres du conseil de discipline : arrêtés ministériels, arrêtés préfectoraux, circulaires, listes des candidats, bulletins de vote, listes des électeurs, résultats (scrutins des 7 octobre 1954, 11 juin 1957, 4 juin 1959, 29 octobre 1959, 26 avril 1961, 6 décembre 1962, 9 juin 1965, 27 avril 1967, 16 juin 1971, 23 juin 1971, 26 mai 1977 et 25 octobre 1979).	1954-1979
2 K 3	Assurance du personnel communal : délibérations, états annuels du personnel assuré.	1955-1982
2 K 4	Comité national d'action sociale (CNAS), adhésion de la commune : correspondance, délibération.	1971
2 K 5	Médecine professionnelle : états des conclusions d'aptitude.	1982

Salaires et indemnités

2 K 6-28 Salaires et indemnités[1] : états des rémunérations, bulletins de salaire, bulletins d'indemnités, états de calcul des indemnités de maire et adjoints, journaux de paie, bordereaux de règlement, états liquidatifs, avis de crédit, états récapitulatifs des versements de cotisations patronales et ouvrières à l'URSSAF, décomptes des sommes dues, bordereaux de mandat, mandats de paiement, certificats administratifs. 1959-1982

2 K 6	1959	2 K 18	1972
2 K 7	1960	2 K 19	1973
2 K 8	1961	2 K 20	1974
2 K 9	1962	2 K 21	1975
2 K 10	1964	2 K 22	1976
2 K 11	1965	2 K 23	1977
2 K 12	1966	2 K 24	1978
2 K 13	1967	2 K 25	1979
2 K 14	1968	2 K 26	1980
2 K 15	1969	2 K 27	1981
2 K 16	1970	2 K 28	1982
2 K 17	1971		

Cotisations sociales

2 K 29-63 Cotisations sociales[2] (URSSAF, IRCANTEC, CNRACL, MGPCL, Fonds national de compensation des allocations familiales, Supplément familial de traitement, contribution de solidarité) : correspondance, décomptes mensuels, relevés trimestriels, déclarations annuelles, fiches d'accompagnement des bordereaux de déclaration annuelle, tableaux récapitulatifs, fiches individuelles d'affilié, états annuels des services, bordereaux d'appel de cotisation, bordereaux de paiement, avis de versement, avis de débit ou de crédit, avis de mise en demeure, mandats de paiement. 1947-1982

2 K 29	1947	2 K 47	1966
2 K 30	1948	2 K 48	1967
2 K 31	1950	2 K 49	1968
2 K 32	1951	2 K 50	1969
2 K 33	1952	2 K 51	1970
2 K 34	1953	2 K 52	1971
2 K 35	1954	2 K 53	1972
2 K 36	1955	2 K 54	1973
2 K 37	1956	2 K 55	1974
2 K 38	1957	2 K 56	1975
2 K 39	1958	2 K 57	1976
2 K 40	1959	2 K 58	1977
2 K 41	1960	2 K 59	1978
2 K 42	1961	2 K 60	1979
2 K 43	1962	2 K 61	1980
2 K 44	1963	2 K 62	1981
2 K 45	1964	2 K 63	1982
2 K 46	1965		

[1] L'année 1963 est manquante.
[2] L'année 1949 est manquante.

Série L : Finances de la commune

1 L : Comptabilité[1]

1 L 1-80 Budgets et comptes : budgets primitifs, budgets supplémentaires, comptes administratifs, comptes de gestion, arrêtés du conseil de préfecture, arrêtés de mise en demeure, délibérations du conseil municipal, délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance, balances générales des comptes, fiches de situation financière, états de la valeur du centime communal à retenir pour l'établissement du budget primitif, états de détail des recettes extraordinaires, décomptes pour servir de base à la fixation du traitement du receveur municipal et du receveur du bureau de bienfaisance, états d'emploi des recettes extraordinaires grevées d'affectation spéciale, états des opérations de la caisse départementale scolaire, états des dépenses et des recettes à réaliser à la clôture des comptes de la caisse départementale scolaire, relevés des restes à réaliser, états des restes à recouvrer. 1903-1982

1 L 1	1903	1 L 41	1943
1 L 2	1904	1 L 42	1944
1 L 3	1905	1 L 43	1945
1 L 4	1906	1 L 44	1946
1 L 5	1907	1 L 45	1947
1 L 6	1908	1 L 46	1948
1 L 7	1909	1 L 47	1949
1 L 8	1910	1 L 48	1950
1 L 9	1911	1 L 49	1951
1 L 10	1912	1 L 50	1952
1 L 11	1913	1 L 51	1953
1 L 12	1914	1 L 52	1954
1 L 13	1915	1 L 53	1955
1 L 14	1916	1 L 54	1956
1 L 15	1917	1 L 55	1957
1 L 16	1918	1 L 56	1958
1 L 17	1919	1 L 57	1959
1 L 18	1920	1 L 58	1960
1 L 19	1921	1 L 59	1961
1 L 20	1922	1 L 60	1962
1 L 21	1923	1 L 61	1963
1 L 22	1924	1 L 62	1964
1 L 23	1925	1 L 63	1965
1 L 24	1926	1 L 64	1966
1 L 25	1927	1 L 65	1967
1 L 26	1928	1 L 66	1968
1 L 27	1929	1 L 67	1969
1 L 28	1930	1 L 68	1970
1 L 29	1931	1 L 69	1971
1 L 30	1932	1 L 70	1972
1 L 31	1933	1 L 71	1973
1 L 32	1934	1 L 72	1974
1 L 33	1935	1 L 73	1975
1 L 34	1936	1 L 74	1976
1 L 35	1937	1 L 75	1977
1 L 36	1938	1 L 76	1978
1 L 37	1939	1 L 77	1979

[1] Les budgets et comptes concernent la commune, le bureau de bienfaisance et le service vicinal.

1 L 38	1940	1 L 78	1980
1 L 39	1941	1 L 79	1981
1 L 40	1942	1 L 80	1982

1 L 81*-87* Registres de comptabilité[2]. 1954-1960

1 L 81*	1954	1 L 85*	1958
1 L 82*	1955	1 L 86*	1959
1 L 83*	1956	1 L 87*	1960
1 L 84*	1957		

1 L 88-109 Bordereaux des titres de recettes et des mandats[3]. 1961-1982

1 L 88	1961	1 L 99	1972
1 L 89	1962	1 L 100	1973
1 L 90	1963	1 L 101	1974
1 L 91	1964	1 L 102	1975
1 L 92	1965	1 L 103	1976
1 L 93	1966	1 L 104	1977
1 L 94	1967	1 L 105	1978
1 L 95	1968	1 L 106	1979
1 L 96	1969	1 L 107	1980
1 L 97	1970	1 L 108	1981
1 L 98	1971	1 L 109	1982

2 L : Revenus et charges

2 L 1 Dons et legs au profit de la commune : correspondance, délibérations, dispositions testamentaires, facture. 1936-1958

2 L 2 Concessions de terrain dans le cimetière : quittances de paiement. 1969-1979

[2] Les années 1961 à 1982 sont manquantes.
[3] Les bordereaux des titres de recettes et des mandats de 1961 à 1982 ont été conservés en l'absence des registres de comptabilité.

Série M : Édifices communaux
Monuments et établissements publics

1 M : Édifices publics

Monument aux morts

1 M 1	Erection du monument aux morts : correspondance, décret présidentiel, arrêtés ministériels de cession à titre gratuit de trophées de guerre, dessin du monument, liste des soldats morts pour la France, factures de cession de trophées de guerre, avis d'expédition, récépissés de transport par voie de chemin de fer, liste des souscriptions recueillies pour l'érection du monument, reçus, liste des personnes invitées au banquet d'inauguration du monument.	1920-1921
1 M 2	Réfection du monument aux morts : correspondance, cahier d'enregistrement des souscriptions, liste des souscriptions recueillies, reçu, bulletin de recette.	1947

Mairie – école

1 M 3	Confortation de l'immeuble de la mairie et de l'habitation de l'instituteur de l'école des garçons : correspondance, délibération, note d'honoraires, factures.	1955-1956
1 M 4	Aménagement d'un logement locatif : factures.	1965

Mairie – salle des fêtes

1 M 5-6 Construction d'une mairie et d'une salle des fêtes. 1959-1969

1 M 5
Acquisition de terrain par la commune : correspondance, délibérations, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, procès-verbal de bornage, plan de bornage, procès-verbaux de principe sur les transactions possibles, promesse de vente, acte notarié, état de frais, mémoire d'honoraires (1959-1963). Mission d'architecture : correspondance, délibération, convention passée entre l'architecte et la commune, notice descriptive sommaire, détail quantitatif estimatif, devis estimatifs approximatifs, état de ventilation du devis, état prévisionnel des dépenses, plans, planning prévisionnel des travaux, état récapitulatif des travaux exécutés, note d'honoraires, mémoire d'honoraires définitif, mandats de paiement (1960-1969). Dossier de consultation des entreprises et dossier d'appel d'offres : avis d'adjudication ouvert, cahier des charges, annexes au cahier des charges, cahier des clauses et conditions générales, cahier des conditions principales des adjudications et concours, note aux entrepreneurs, cadre de l'acte d'engagement, détail quantitatif estimatif, devis estimatif approximatif des travaux, devis descriptif et cahier des prescriptions techniques particulières, plans, planning prévisionnel des travaux, tableaux des offres présentées, rapport de l'architecte sur l'adjudication des travaux, factures (1961-1962).

1 M 6
Dossiers de marché : correspondance, délibérations, devis, détails quantitatifs estimatifs, procès-verbaux d'adjudication des travaux, actes de soumission, marchés de gré à gré, avenants, ordres de service, note de service, procès-verbaux de réception des travaux, états de situation de travaux, factures, certificats de paiement, mandats de paiement (1961-1966). Travaux hors marchés : facture (1962). Communication : article de presse (s.d.). Financement des travaux : dossier de demande de subvention, dossier de souscription d'emprunt (1961-1965).

1 M 7-8 Extension de la salle des fêtes et aménagement de vestiaires et sanitaires par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron. 1977-1982

1 M 7
Dossier de permis de construire : correspondance, demande de permis de construire, accusé de réception et notification du délai d'instruction, plans (1978). Géomètre : mémoire d'honoraires (1978). Mission d'architecture : correspondance, délibération, mémoire descriptif des travaux, notice explicative, estimation prévisionnelle des travaux, fiche d'actualisation du montant des travaux, planning de réalisation, plans, esquisses, notes d'honoraires (1977-1979). Conduite d'opération : plan des ouvrages exécutés, décomptes des rémunérations dues à la Direction départementale de l'équipement (DDE) (1979-1981). Dossier de consultation des entreprises et dossier d'appel d'offres : correspondance, extrait du registre des délibérations du Syndicat intercommunal à vocation multiple d'Evron, règlement particulier d'appel d'offres, avis d'appel d'offres, cahier des clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques particulières, additif au CCTP, détail quantitatif estimatif, additif au DQE, devis quantitatif, plans, fiche financière, convocation de la commission d'appel d'offres, procès-verbal de la commission chargée de l'ouverture des plis, avis du conducteur d'opération, rapport de l'architecte, rapport de présentation du marché, factures (1979).

1 M 8
Dossiers de marché : devis, détails quantitatifs estimatifs, acte de soumission, actes d'engagement, avenants, procès-verbaux de réception des travaux, états de situation de travaux, facture, certificats de paiement, décompte définitif des travaux exécutés (1979-1981). Suivi des travaux : correspondance, procès-verbaux de réunion de chantier (1979-1981). Mission de contrôle technique : correspondance, demande d'intervention pour la vérification des installations électriques, rapport d'examen de l'installation électrique, note d'honoraires (1980). Raccordement électrique : demandes d'abonnement, devis-facture (1979-1980). Financement des travaux : dossier de demande de subvention (1978-1982).

Bureau de poste

1 M 9 Aménagement d'un bureau de poste, appropriation d'un immeuble par la commune : correspondance, notification d'attribution d'un secours préfectoral (1894). Travaux : devis (1894). 1894

1 M 10	Aménagement d'un bureau de poste, acquisition d'un bâtiment par la commune : correspondance, délibérations, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, avis d'enquête publique, procès-verbal descriptif et estimatif, estimation de la valeur vénale du bien, plan, croquis sommaire, état descriptif des travaux à réaliser, avis de vente amiable, promesses de vente, arrêté préfectoral portant autorisation de réaliser un emprunt et de mettre en place une imposition extraordinaire, traité de gré à gré pour la réalisation d'un emprunt (1937-1938). Travaux : correspondance, marchés de gré à gré, cahier des charges, devis estimatif, bordereau des prix, plan, procès-verbaux de réception des travaux, factures, certificats de paiement, mandats de paiement, décomptes des travaux exécutés (1938-1942). Financement des travaux : correspondance, certificat produit à l'appui d'une demande d'emprunt, arrêté préfectoral portant autorisation de contracter un emprunt et de mettre en place une imposition extraordinaire (1938-1941).	1937-1942
1 M 11	Travaux d'aménagement et d'entretien du bureau de poste : correspondance, liste des travaux à réaliser, devis, factures.	1921-1966

Equipements sportifs

1 M 12	Construction d'un terrain d'éducation sportive : correspondance, demande de subvention, arrêté du Ministère de l'éducation nationale portant attribution d'une subvention.	1944-1946
1 M 13	Construction d'un plateau d'éducation physique et de terrains de boules, marché de maîtrise d'œuvre : délibération portant demande de concours à la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude du projet et la surveillance des travaux, devis estimatif, plan d'ensemble, plans des profils, états des honoraires (1965-1969). Travaux : correspondance, devis, factures, feuille de débit, état récapitulatif des travaux (1965-1969).	1965-1969

Lavoir communal

1 M 14	Réfection du lavoir communal : correspondance, délibération, marché de gré à gré, procès-verbal de réception des travaux.	1953-1954

Bloc sanitaire

1 M 15	Implantation d'un bloc sanitaire, acquisition de terrain : correspondance, délibération, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, avis du service du Domaine, extrait du plan cadastral, promesse de vente, acte notarié, état de frais, mandats de paiement.	1978

Abri-bus

1 M 16	Construction d'un abri-bus, acquisition de terrain : délibération, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, avis du service du Domaine, extrait du plan cadastral, promesse de vente, acte notarié, état de frais, mandats de paiement.	1977-1978

Sécurité des bâtiments communaux

1 M 17	Vérification des extincteurs : bulletins de vérification.	1965-1978

2 M : Édifices du culte

2 M 1	Réfection de la couverture du clocher et raccords divers sur la couverture de l'église, travaux : correspondance, procès-verbal d'adjudication des travaux, avis d'adjudication des travaux, actes de soumission, cahier des charges, série de prix, devis estimatif, devis de travaux supplémentaires, avant-métré des travaux, procès-verbal de réception des travaux, certificats de paiement, mandats de paiement, décompte définitif des travaux exécutés (1928-1931). Financement des travaux : correspondance, délibération, arrêté préfectoral portant autorisation d'une imposition extraordinaire, arrêté préfectoral portant autorisation de contracter un emprunt, contrat de prêt, tableau d'amortissement, mandats de paiement (1928-1937).	1928-1937
2 M 2	Redressement de la croix du clocher : correspondance, délibération, arrêté préfectoral portant autorisation de contracter un emprunt et de mettre en place une imposition extraordinaire.	1941
2 M 3	Réfection du clocher de l'église : facture.	1947
2 M 4	Electrification des cloches de l'église : correspondance, délibérations, marché de gré à gré, avenant, procès-verbal de réception des travaux, certificat de conformité, factures.	1957-1958
2 M 5	Restauration extérieure de l'église : facture.	1960
2 M 6	Réfection de l'intérieur de l'église : délibération, notice descriptive des travaux, devis estimatifs, marché de gré à gré, mémoires des travaux exécutés, mandat de paiement, contrat de prêt.	1962-1965
2 M 7	Installation de l'horloge de l'église : correspondance, devis, factures.	1970-1971
2 M 8	Réfection de la pointe du clocher et installation d'un paratonnerre : délibération, devis, factures.	1973
2 M 9	Installation du chauffage à l'église : correspondance, références du candidat, factures, bulletin de recette relatif au don de la paroisse pour la réalisation des travaux.	1973-1974
2 M 10	Entretien des cloches et de l'horloge de l'église : correspondance, devis, contrat d'entretien, rapport de visite technique, certificat de garantie, factures.	1974-1982
2 M 11	Réfection des noues et gouttières sur la toiture de l'église : délibération, devis, fiche financière, facture, arrêté préfectoral portant attribution d'une subvention.	1975-1980

4 M : Edifices à usage d'établissement d'enseignement, de sciences et d'art

4 M 1	Construction de l'école des filles, acquisition de terrain : procès-verbal d'estimation de l'immeuble à acquérir, acte d'acquisition, état sur transcription avec inscription d'office (1905-1910). Projet : mémoire de frais (1905). Travaux : correspondance, délibération, actes de soumission (1906-1907). Financement des travaux : arrêté préfectoral autorisant la commune à contracter un emprunt (1906). Logement des institutrices : correspondance (1908).	1905-1910

4 M 2	Travaux de réparation du bâtiment des classes de l'école des filles : cahier des charges, devis estimatif, avant-métré.	1924
4 M 3	Construction de toilettes à l'école des garçons, mission d'architecture : correspondance, contrat, devis quantitatifs estimatifs, plans, relevés d'honoraires, mandats de paiement, ordres de virement (1959-1965). Dossier de permis de construire : correspondance, devis descriptif, plans (1962-1964). Travaux : correspondance, tableau des offres présentées, devis, traité de gré à gré, notes de service, procès-verbaux de réception des travaux, factures, certificats de paiement, mandats de paiement, ordres de virement, certificats administratifs (1963-1965).	1959-1965
4 M 4	Construction d'un bloc sanitaires attenant à la classe enfantine : correspondance, délibération, devis estimatif, plan, avis de l'inspection académique de la Mayenne, certificat du maire, état des dépenses engagées, factures, décompte des sommes dues, attestation de versement de subvention.	1975-1977

Série N : Biens communaux
Terres – Bois – Eaux

1 N : Biens communaux

1 N 1 Location de biens et bâtiments communaux : correspondance, délibérations, contrat du géomètre relatif à l'estimation de la valeur locative d'un bien, avis de location, cahiers des charges, état des lieux, procès-verbaux d'adjudication, baux, avenant au bail, avenants à la convention passée entre l'administration des Postes et Télégraphes et la commune pour la participation aux frais de loyer, décomptes d'indemnités d'occupation, certificats du maire, mémoire de frais et honoraires, déclarations de recettes. 1889-1977

- Ancienne mairie ;
- Ancienne école publique des filles ;
- Terrain communal situé derrière l'école des filles ;
- Remises de l'ancien presbytère ;
- Jardin de l'ancien presbytère ;
- Bureau de Poste ;
- Herbes du cimetière ;
- 7 arbres fruitiers situés sur le chemin de la Normandière.

1 N 2 Ventes, acquisitions et échanges de biens[1] : correspondance, arrêté préfectoral, délibérations, contrat du géomètre, cahiers des charges, avis du service du Domaine, procès-verbal de délimitation parcellaire, plans, extrait du plan cadastral, promesse de vente, procès-verbal d'adjudication d'une vente, avis d'adjudication d'une vente, traité de gré à gré, convention sous seing privé, procès-verbal de prise de possession d'un immeuble, bordereau d'inscription du privilège de vendeur et acte résolutoire, attestation de propriété, actes notariés, état des ventes réalisées, état de frais, mémoires d'honoraires et frais, mandat de paiement, certificat du maire, certificat d'affichage. 1921-1979

3 N : Eau

3 N 1 Plans d'eau privés, création : correspondance, arrêtés préfectoraux, autorisations préfectorales, avis d'enquête hydraulique, registres d'enquête publique, procès-verbaux de visite des lieux, rapport de visite de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF), rapport de l'ingénieur, certificats du maire, certificats d'enquête, certificat d'affichage, avis de la fédération des pêcheurs, extrait du plan cadastral (1971-1980). Curage : correspondance (1976). 1971-1980

3 N 2 Projet de création d'un plan d'eau communal[2] : correspondance, délibération. 1978

4 N : Propriétés et droits divers

4 N 1 Cahiers d'enregistrement des concessions du cimetière[3]. 1921-1967

[1] Les actes de ventes, acquisitions et échanges de chemins sont répertoriés sous les cotes 1 O 7 à 9 et les actes de vente des parcelles de lotissement sont classés en série T.
[2] Projet non réalisé.
[3] Documents conservés au niveau du secrétariat de la mairie.

4 N 2 Actes de concession dans le cimetière[4]. 1871-1982

[4] Documents conservés au niveau du secrétariat de la mairie.

Série O : Travaux publics – Voirie
Moyens de transport – Régime des eaux

1 O : Travaux publics et voirie en général[1]

Généralités

1 O 1	Réforme de la voirie communale : correspondance, délibération, circulaire préfectorale, liste des chemins ruraux incorporés dans la catégorie des voies communales, liste des chemins vicinaux incorporés dans la catégorie des voies communales, liste des voies urbaines incorporées dans la catégorie des voies communales.	1959
1 O 2	Permissions de voirie : correspondance, arrêtés du maire, avis de l'ingénieur subdivisionnaire.	1962-1981
1 O 3	Tableau de classement unique des voies communales, carte du réseau des voies communales.	1964

Petite voirie

1 O 4	Classement de chemins dans la voirie communale : correspondance.	1892
1 O 5	Plan d'ensemble des chemins.	1896
1 O 6	Entretien des chemins et de la voirie communale : correspondance, délibérations, arrêté du maire, invitation à une réunion de la commission communale des chemins, rapport du subdivisionnaire, avis de l'ingénieur du service vicinal, devis estimatifs, plan, extraits du plan cadastral, marchés de gré à gré, bons de commande, états d'attribution de pierres, déclaration d'accident de travail, certificat médical, récépissé de dépôt du certificat médical, procès-verbaux de réception des travaux, feuilles de quinzaine de travail, états des honoraires, factures, états des ordres de versement, réquisitions de paiement, feuilles de débit, certificats de paiement, décomptes des travaux exécutés.	1927-1982
1 O 7-9	Ventes, acquisitions et échanges de chemins : correspondance, délibérations, arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, demandes d'acquisition, contrats du géomètre, avis d'enquête publique, registres d'enquête publique, avis du commissaire-enquêteur, états descriptifs et estimatifs, plans des lieux et métrés, extraits du plan cadastral, pouvoir cadastral, esquisses parcellaires, certificats de non constitution de syndicat, avis d'abandon du droit de préemption, déclarations d'accord sur le tracé d'un chemin, compromis de vente, actes notariés, actes de cession de terrain, réquisitions de renseignements sommaires urgents, notes de frais, mémoires d'honoraires, mandats de paiement, états des sommes à verser par l'acquéreur, certificats du maire.	1928-1982

1 O 7	1928-1968
1 O 8	1968-1972
1 O 9	1973-1982

[1] Les budgets et comptes du service vicinal sont répertoriés sous les cotes 1 L 1 à 80.

1 O 10-12 Construction et aménagement de chemins et voies communales : correspondance, extraits du registre des délibérations du conseil municipal, arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, avis du maire, avis d'enquête publique, registres d'enquête publique, certificat de publication et d'affichage, mémoires explicatifs, estimations prévisionnelles des travaux, tableaux généraux des chemins ruraux dont la reconnaissance est proposée, état des réalisations communales en matière de voirie rurale, contrat du géomètre, plans, fiche de renseignements, états parcellaires estimatifs, procès-verbaux descriptifs et estimatifs, procès-verbal d'enquête parcellaire, plans des lieux et métrés, listes des cessions gratuites de terrain, promesses de cession de terrain, compromis de vente, acte notarié, conventions passées entre le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) et la commune, procès-verbaux de la commission d'appel d'offres, déclarations des candidats, actes de soumission, procès-verbaux d'adjudication des travaux, marchés négociés, fiches de notification de marché, avenants, devis estimatifs, devis descriptifs et cahiers des charges, détails estimatifs, bordereaux de prix, ordres de service, procès-verbaux de réception des travaux, factures, mémoires des honoraires et frais, certificats de paiement, mandats de paiement, états liquidatifs de la dépense, décomptes des ouvrages exécutés, fiche de financement, décision et arrêtés préfectoraux portant attribution de subvention, traités de gré à gré pour la réalisation d'un emprunt, contrats de prêt, cahier des charges relatif à la réalisation d'un emprunt par voie de souscription publique, listes des souscriptions en argent recueillies, procès-verbaux de tirage au sort d'obligations, procès-verbaux d'obligations à rembourser par anticipation. 1950-1982

1 O 10 Dossiers clos pour 1961 à 1967
1 O 11 Dossiers clos pour 1968 à 1974
1 O 12 Dossiers clos pour 1978 à 1982

Voirie urbaine

1 O 13 Aménagement des abords de la mairie et de la salle des fêtes : correspondance, délibérations, décision du conseil municipal portant sur la demande de concours du service des Ponts et chaussées pour l'étude du projet et la surveillance des travaux, bons de livraison, plan, factures, état de situation financière de la commune, notification d'attribution de subvention. 1963-1964

1 O 14 Aménagement d'espaces verts et terrains de jeux : correspondance, comptes rendus de réunion, devis prévisionnel estimatif, devis, procès-verbal de la commission chargée de l'ouverture des plis, bons de livraison, documentation, factures, décompte des honoraires, certificats de paiement. 1974-1979

1 O 15 Construction de bordures de trottoirs, de caniveaux et de canalisations pour eaux pluviales le long des CD n° 20, 517 et 552 par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron, dossier d'avant-projet : notice explicative, détails estimatifs, plans (1977). Marché de maîtrise d'œuvre et financement des travaux : correspondance, délibérations du conseil municipal, délibération du SIVM d'Evron, conventions passées entre le SIVM d'Evron et la commune (1976-1979). Travaux : correspondance, devis, détail estimatif, esquisses (1976-1978). Financement des travaux : correspondance, délibération, convention passée entre le SIVM d'Evron et la commune (1980-1981). 1976-1981

1 O 16	Construction d'un parking près du cimetière, acquisition de terrain : correspondance, délibérations du conseil municipal, délibération de la commission administrative du bureau d'aide sociale, contrat du géomètre, plans, extrait cadastral, mémoire des honoraires, mandat de paiement (1978-1980). Travaux : correspondance, devis, factures (1976-1977).	1976-1980
1 O 17	Création d'espaces verts pour l'embellissement du bourg et des lotissements : délibération, devis, plans, factures, certificat de paiement, mandat de paiement.	1976-1982
1 O 18	Construction d'un mur le long du CD n° 20 : correspondance, notice explicative, devis estimatifs, plan.	1977-1978
1 O 19	Aménagement du parking du presbytère, dossier du géomètre et d'étude préalable : arrêté préfectoral portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées (1980). Dossier de demande de subvention : correspondance, modèle de délibération, rapport de présentation du projet, évaluation immobilière, descriptif des travaux, plan de situation, plan projet, dossier de photographies, estimation détaillée des travaux, bilan financier de l'opération (1979).	1979-1980
1 O 20	Travaux d'aménagement urbain et de sécurité : délibérations, conventions passées entre le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron et la commune, tableaux d'amortissement.	1981

Alimentation en eau potable[2]

1 O 21	Captage d'une petite source sur le chemin rural non reconnu de « la Petite-Barre à Izé » par un particulier : correspondance, délibération, arrêté du maire, rapport du maire, rapport de l'ingénieur subdivisionnaire.	1929-1957
1 O 22	Travaux d'alimentation en eau potable 1ère phase (alimentation du bourg de Sainte-Gemmes-le-Robert) : délibérations, procès-verbal de réunion, convention passée entre les communes d'Evron et de Sainte-Gemmes-le-Robert, état des dépenses engagées et versements à effectuer par la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert, état de renseignements sur les adductions d'eau potable installées dans les communes des départements de la Sarthe, de l'Orne et de la Mayenne depuis 1935.	1939-1949

[2] La commune de Sainte-Gemmes-le-Robert dépend du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) d'Evron.

1 O 23	Travaux d'alimentation en eau potable 2ème phase, projet : correspondance, délibération, mémoire explicatif, rapport d'étude économique, détail estimatif général, plans et dessins, devis-programme et cahier des charges, devis particulier et cahier des charges, cadre du bordereau des prix, cadre du détail estimatif, modèles de soumission (1952-1957). Direction des travaux : correspondance, décision du conseil municipal décidant de confier la direction des travaux au service des Ponts et chaussées, état des honoraires (1954-1961). Acquisition de terrain : correspondance, délibération, procuration, acte notarié, état de frais (1960-1963). Travaux (lot n° 1 : Canalisations et lot n° 2 : Réservoir) : correspondance, délibérations, tableau des offres présentées, état comparatif des offres, procès-verbal de la commission de concours, procès-verbal d'adjudication des travaux, acte de soumission, avenants, devis estimatif, devis-programme et cahier des charges, devis particulier et cahier des charges, bordereaux des prix, actes de cautionnement bancaire, plan schématique, cahier des branchements particuliers, ordres de service, procès-verbaux de réception des travaux, arrêtés du maire portant main levée de la caution bancaire, états de situation de travaux, certificats de paiement, décomptes des travaux exécutés, état des recettes et des dépenses (1960-1962). Installations intérieures : correspondance, acte de soumission, devis descriptif et cahier des charges, bordereau des prix, détail estimatif, liste des branchements, état récapitulatif des parties prises en charge par la commune, facture (1960-1962). Fournitures de compteurs d'eau : correspondance, tableau comparatif des offres, bordereaux de livraison, accusés de réception de fournitures, factures (1960-1962). Servitudes de passage de canalisations en terrain privé : conventions amiables passées avec les particuliers (1960). Abonnement au service des eaux : correspondance, règlement du service des eaux, demandes d'abonnement (1960). Financement des travaux : arrêtés préfectoraux portant attribution de subvention, certificats de paiement (1961-1962).	1952-1963
1 O 24	Extension du réseau d'alimentation en eau potable : plans.	1970-1979
1 O 25	Branchements et raccordements au réseau d'alimentation en eau potable : factures.	1963-1969

Assainissement

Assainissement collectif

1 O 26	Travaux d'assainissement et construction de la station d'épuration par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron, acquisition de terrain : correspondance, délibération, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, plan, acte notarié, état de frais, mémoire d'honoraires (1974-1981). Géomètre : correspondance, délibération, contrat du géomètre (1975). Dossier d'enquête publique : correspondance, délibérations, arrêté préfectoral (1974-1975). Direction des travaux : correspondance, délibérations, demande de concours de la Direction départementale de l'équipement (1966-1970). Travaux 1ère et 2ème tranches : correspondance, délibérations, arrêté du maire portant réglementation de la circulation, arrêté préfectoral portant autorisation d'installer un réseau d'assainissement dans les dépendances des chemins départementaux, convention passée entre le SIVM d'Evron et la commune, estimation prévisionnelle des travaux, plans, détail estimatif, tableau des offres présentées, rapport sur le choix de l'entrepreneur, rapport de l'ingénieur de l'équipement, attestation de mise sous tension des ouvrages électriques, attestation du président du SIVM, procès-verbaux de réunion du conseil départemental d'hygiène, procès-verbal de réception des travaux, factures, décompte définitif des travaux exécutés (1967-1978). Servitudes de passage de canalisations d'eaux usées et d'eaux pluviales en terrain privé : correspondance, conventions passées avec les particuliers (1975-1976). Financement des travaux : dossiers de demande de subvention, copie du dossier de souscription d'emprunt par le SIVM d'Evron (1970-1976).	1966-1981
1 O 27	Extension du réseau d'assainissement aux lotissement du Gué et du Stade : plan.	1981
1 O 28	Fonctionnement de la station d'épuration : correspondance, fiches de visite légère.	1978

Assainissement non collectif

1 O 29	Assainissement non collectif : avis du directeur départemental de la santé, avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.	1960-1981

2 O : Moyens de transport et travaux divers

Réseaux électriques

2 O 1-2 Travaux sur les réseaux de lignes électriques et d'éclairage public : correspondance, délibérations, arrêtés préfectoraux, demande de concession pour une distribution d'énergie électrique dans la commune de Sainte-Gemmes-le-Robert, modèle de police d'abonnement, modèle de contrat d'entretien de l'éclairage public, état indicatif des parcelles grevées de servitudes, conventions passées entre la commune et le Syndicat intercommunal d'électrification d'Evron-Montsûrs, mémoires descriptifs, devis estimatifs, états de renseignements techniques, plans, états de section, dessins des ouvrages, états de calculs justificatifs, extraits de la carte d'état-major, états des postes d'écarts restant à électrifier sur le territoire communal, inventaire des appareils électroménagers en état de service, autorisations de construire, exposés de l'ingénieur en chef du contrôle, autorisations de circulation du courant, avis de changement de tension, devis, factures, mandats de paiement, contrats de prêt, tableau d'amortissement, listes nominatives des souscripteurs, avis de tirage d'obligations à rembourser, déclaration de recettes. 1913-1982

2 O 1 1913-1965
2 O 2 1966-1982

2 O 3 Permissions de voirie électrique : correspondance, arrêtés préfectoraux, arrêté du président du Conseil général de la Mayenne, arrêtés du maire, demandes d'autorisation de voirie, autorisations de mise en service. 1961-1982

2 O 4 Distribution d'énergie électrique : correspondance, demandes d'abonnement. 1975-1981

Eclairage public

2 O 5 Réfection du réseau d'éclairage public, travaux : correspondance, délibérations, mémoire descriptif, cahier des prescriptions spéciales, marché de gré à gré, avenant, devis estimatif, détails estimatifs, plan, autorisations de construire, autorisations de circulation du courant, procès-verbaux de réception des travaux, factures, certificats de paiement, décomptes des travaux exécutés (1963-1970). Financement des travaux : correspondance, délibérations, contrat de prêt, avis de versement au Trésor (1963-1964). 1963-1970

2 O 6 Entretien de l'éclairage public : correspondance, contrat d'entretien, plans, rapports d'intervention, factures. 1970-1982

Réseaux des télécommunications

2 O 7 Installation du téléphone et raccordement au réseau : correspondance, délibération, concession d'une installation téléphonique, demandes de raccordement au réseau des télécommunications, listes des candidats au raccordement. 1908-1978

2 O 8 Postes d'abonnement public : correspondance, délibérations, convention relative à l'établissement d'une ligne d'abonnement principal téléphonique, engagements du gérant. 1959-1972

2 O 9	Travaux sur les réseaux de télécommunication : correspondance, conventions relatives à la mise en état de la voirie consécutivement à l'exécution des travaux souterrains de télécommunication non signées, procès-verbal et compte-rendu de mise en conférence des services, procès-verbaux de réception des travaux.	1973-1982
2 O 10	Implantation et exploitation d'une cabine téléphonique dans le bourg : correspondance, délibérations, convention passée avec l'administration des télécommunications, factures.	1976-1977

Relais télévision

2 O 11	Construction du centre émetteur de Laval / Mont-Rochard par l'Office de radiodiffusion de télévision française (ORTF), dossier de permis de construire : correspondance, arrêté préfectoral, demande de permis de construire, accusé de réception et notification du délai d'instruction, avis du maire, plans (1971-1972). Travaux : correspondance, arrêté préfectoral, mémoire descriptif, cahier des prescriptions spéciales et devis descriptif général, état de renseignements techniques, plans, exposé du directeur départemental de l'équipement, autorisation de construire, autorisation de circulation du courant (1971-1972).	1971-1972
2 O 12	Etablissement de servitudes radioélectriques pour la protection du centre du Mont-Rochard contre les obstacles et les perturbations électromagnétiques : correspondance, décrets ministériels, arrêtés préfectoraux, mémoires explicatifs, plans, avis d'enquête publique, registres d'enquête publique, certificat de publication, procès-verbal du commissaire-enquêteur, mémoire d'indemnités.	1972-1982

Transport de gaz

2 O 13	Travaux sur l'antenne de transport de gaz de Mayenne et le branchement de Neau, dossier d'enquête publique : correspondance, arrêté préfectoral, note générale d'informations, registre d'enquête publique, rapport général, plan, carte générale du tracé, projet de cahier des charges, certificat d'affichage.	1980

3 O : Navigation et régime des eaux

3 O 1	Travaux d'aménagement hydraulique : correspondance, arrêté préfectoral, procès-verbal et compte-rendu de visite des lieux, états de références cadastrales, plans.	1954-1979

Série P : Cultes

1 P : Culte catholique

1 P 1	Messes : correspondance du curé au maire de la commune relative aux prières prescrites à l'occasion de la rentrée de la Chambre des députés et du Sénat.	1879
1 P 2	Restauration de l'église, construction d'une sacristie et reconstruction d'une partie du mur du presbytère : comptes rendus des dépenses faits aux membres du conseil de fabrique par M. le curé.	1889
1 P 3	Fabrique de l'église : livret de compte courant.	1897-1902
1 P 4	Legs au profit de la fabrique de l'église : avis préfectoral.	1902

Série Q : Assistance et prévoyance

1 Q : Bureau de bienfaisance, secours d'urgence[1]

Administration

1 Q 1*-5* Registres des délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance. 1900-1955

1 Q 1*	26 mai 1900 – 9 juin 1918
1 Q 2*	9 juin 1918 – 13 février 1921
1 Q 3*	13 février 1921 – 11 septembre 1932
1 Q 4*	4 décembre 1932 – 1er juillet 1945
1 Q 5*	20 mars 1947 – 9 septembre 1955

1 Q 6-49 Extraits du registre des délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance. 1881-1979

1 Q 6	1881	1 Q 28	1920
1 Q 7	1884	1 Q 29	1921
1 Q 8	1886	1 Q 30	1922
1 Q 9	1887	1 Q 31	1923
1 Q 10	1890	1 Q 32	1925
1 Q 11	1891	1 Q 33	1927
1 Q 12	1892	1 Q 34	1928
1 Q 13	1893	1 Q 35	1932
1 Q 14	1895	1 Q 36	1935
1 Q 15	1896	1 Q 37	1936
1 Q 16	1897	1 Q 38	1937
1 Q 17	1901	1 Q 39	1938
1 Q 18	1902	1 Q 40	1942
1 Q 19	1904	1 Q 41	1944
1 Q 20	1906	1 Q 42	1947
1 Q 21	1909	1 Q 43	1948
1 Q 22	1910	1 Q 44	1949
1 Q 23	1912	1 Q 45	1951
1 Q 24	1915	1 Q 46	1963
1 Q 25	1916	1 Q 47	1971
1 Q 26	1917	1 Q 48	1975
1 Q 27	1918	1 Q 49	1979

[1] Les budgets et comptes du bureau d'aide sociale sont répertoriés sous les cotes 1 L 1 à 80.

1 Q 50-73 Séances de la commission administrative du bureau de bienfaisance : convocations, ordres du jour, comptes rendus de réunion, documents de travail. 1959-1982

1 Q 50	1959	1 Q 62	1971
1 Q 51	1960	1 Q 63	1972
1 Q 52	1961	1 Q 64	1973
1 Q 53	1962	1 Q 65	1974
1 Q 54	1963	1 Q 66	1975
1 Q 55	1964	1 Q 67	1976
1 Q 56	1965	1 Q 68	1977
1 Q 57	1966	1 Q 69	1978
1 Q 58	1967	1 Q 70	1979
1 Q 59	1968	1 Q 71	1980
1 Q 60	1969	1 Q 72	1981
1 Q 61	1970	1 Q 73	1982

1 Q 74 Nomination des membres de la commission administrative du bureau de bienfaisance : correspondance, arrêtés préfectoraux, délibérations du conseil municipal, procès-verbaux d'élection, fiches nominatives de mandat de délégué familial de l'Union départementale des associations familiales (UDAF). 1906-1982

1 Q 75 Règlement intérieur de la commission administrative du bureau de bienfaisance. s.d.

Biens

1 Q 76 Assurance des biens appartenant au bureau de bienfaisance : polices d'assurance. 1886-1911

1 Q 77 Dons et legs : correspondance, délibération du conseil municipal, délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance, arrêtés préfectoraux portant autorisation d'acception de donation ou de legs, copies de testament olographe, procès-verbal d'affichage de dispositions testamentaires, obligations foncières communales, actes notariés de donation. 1900-1968

1 Q 78 Location de biens appartenant au bureau de bienfaisance : délibérations du conseil municipal, délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance, arrêtés préfectoraux, cahiers des charges, baux, bulletins de recette. 1901-1977

- Parcelle de terrain du « Closeau des Euches » ;
- Parcelle de terrain du « Closeau de la Valézière » ;
- Parcelle de terrain du « Cimetière » ;
- Parcelle de terrain de « La Noë-Perrin ».

1 Q 79 Ventes, acquisitions et échanges de biens : correspondance, délibération de la commission administrative du bureau de bienfaisance, acte notarié. 1922-1956

1 Q 80 Bornage du terrain du cimetière : contrat passé entre le géomètre et la commission administrative du bureau de bienfaisance, mémoire des sommes dues par la commission administrative du bureau de bienfaisance. 1928

1 Q 81 Rentes : correspondance, délibération du conseil municipal, délibération de la commission administrative du bureau de bienfaisance, arrêté préfectoral, demande de transfert d'une rente, extrait d'inscription au grand livre, pétition de rachat d'une rente perpétuelle. 1949-1978

Aide sociale

1 Q 82 Fourniture de pain aux pauvres : délibérations du conseil municipal, marchés de gré à gré, états des distributions de pain faites aux indigents, registre d'enregistrement des pauvres secourus par le bureau de bienfaisance, notes de frais. 1875-1960

3 Q : Etablissements hospitaliers, hospitalisation

3 Q 1 Aliénés : correspondance, arrêtés préfectoraux, notifications d'internement, avis d'entrée en centre d'internement. 1916-1979

5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance

5 Q 1 Enfants assistés : correspondance, état du nombre d'enfants soumis à la surveillance du comité de patronage. 1862-1944

5 Q 2 Assistance médicale gratuite : correspondance, listes nominatives des bénéficiaires, tableau de révision. 1891-1975

5 Q 3 Accidents du travail agricole : registre des déclarations d'adhésion à la législation sur les accidents du travail agricole, déclarations d'adhésion, procès-verbaux de déclaration d'accident du travail agricole, récépissés de déclaration d'accident du travail et de dépôt du certificat médical, avis de déclaration d'accident de travail, certificats médicaux. 1902-1972

5 Q 4 Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources : états nominatifs des vieillards, des infirmes et des incurables proposés par l'administration à l'assistance, états nominatifs des infirmes et des incurables admis à l'assistance. 1907-1911

5 Q 5 Protection des enfants du premier âge : décomptes des indemnités dues au secrétaire de mairie pour la tenue des registres et l'envoi régulier des notifications relatives au service de la protection des enfants du premier âge. 1916-1920

5 Q 6 Retraites ouvrières et paysannes : certificats de vie, bordereau des communications et des échanges entre la préfecture de la Mayenne et les mairies concernant les assurés de la loi sur les retraites. 1920-1950

5 Q 7 Soins médicaux aux victimes de guerre : correspondance, liste des mutilés inscrits sur les listes provisoires et permanentes de la commune, listes provisoires et permanentes des personnes bénéficiant de soins médicaux aux victimes de guerre, certificats de radiation de la liste de soins médicaux aux victimes de guerre, carnet de bons de visite médicale, bulletins de visite et de consultation médicale, avis de concession de pension, notification de rejet d'une demande de pension, notifications de remise de carte d'invalidité. 1920-1961

5 Q 8	Allocations militaires : correspondance, carnet de reçus de demandes d'allocations militaires, dossiers nominatifs de demande d'allocations militaires, certificats de présence au corps, états signalétiques et des services, extraits des rôles des contributions directes et taxes assimilées, certificats de non-imposition, certificat délivré pour servir au paiement des majorations d'allocations militaires, décision de la justice de paix d'Evron, notifications aux demandeurs, bordereau des notifications individuelles transmises au maire, notifications de rejet d'une demande d'allocations militaires.	1925-1955
5 Q 9	Pensions d'ascendants : correspondance, demandes d'allocation pour ascendant, certificats de vie procuration, certificat de non-divorce et de non séparation de corps, certificat de non remariage, bulletin de mariage, copies de certificat d'inscription, certificats de nationalité, bordereaux d'envoi des titres de paiement d'allocation provisoire.	1925-1955
5 Q 10	Assistance aux femmes en couches : avis préfectoral.	1935
5 Q 11	Allocations familiales en agriculture : correspondance, états communaux des assujettis agricoles, états des déclarations de charges de famille, états des demandes d'exonération ou d'abattement de cotisation, liste des domestiques, dossier de demande de prime à la première naissance, pièces justificatives.	1940-1952
5 Q 12	Pupilles de la Nation : correspondance.	1943
5 Q 13	Notifications d'attribution d'aide sociale.	1955-1982
5 Q 14	Dossiers familiaux d'aide sociale.	1976-1982
5 Q 15	Chômage : états de contrôle et de pointage des demandeurs d'emploi.	1968-1982

Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts

1 R : Instruction publique

Généralités

1 R 1	Listes nominatives d'élèves.	1921-1982

École publique

1 R 2	Nomination d'instituteurs : correspondance, notifications d'arrêté de nomination de l'inspection académique de la Mayenne, procès-verbal d'installation.	1945-1975
1 R 3	Caisse départementale scolaire (Loi Barangé) : correspondance, délibérations, circulaires préfectorales, plans d'équipement scolaire, devis, avis d'expédition de matériel, certificats administratifs justifiant de l'emploi du crédit ouvert au budget, bilans annuels des opérations, factures, mandats de paiement, notifications de versement de subvention.	1951-1969
1 R 4	Elèves indigents : listes nominatives.	1955-1972
1 R 5	Bourses d'études : correspondance, déclarations sur l'honneur, certificats et attestations du maire.	1955-1964
1 R 6	Projet de création d'une cantine scolaire dans les salles de classe de l'école publique de filles : correspondance.	1957
1 R 7	Fermeture de l'école publique de filles et gémination des écoles publiques : correspondance, délibération, arrêté préfectoral portant désaffectation de locaux scolaires.	1968-1970
1 R 8	Création d'une classe enfantine : correspondance.	1975

Ecole privée de filles

1 R 9	Application de la loi du 31 décembre 1959 relative aux établissements d'enseignement privé : note approuvant la motion présentée par la directrice de l'école privée de filles, motion.	1963

2 R : Sciences, lettres et arts

2 R 1	Camp du Rubricaire, gardiennage : correspondance, arrêtés préfectoraux portant nomination d'un gardien (1870-1946). Aliénation de terrain par la commune : correspondance (1871). Acquisition de terrains par le département : correspondance, arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, extrait du contrat de vente (1903-1904).	1870-1946
2 R 2	Enquête historique, archéologique et artistique : questionnaire communal.	1879

2 R 3	Monuments historiques[1] : correspondance, arrêtés du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, arrêtés du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, arrêté préfectoral, enquête sur les édifices cultuels appartenant aux communes, certificat du maire.	1910-1981

[1] Objets mobiliers de l'église, Rubricaire, manoir de Pierrefontaine, cloches de la chapelle du Crun, et de la chapelle de Champfleury.

Série T : Urbanisme

1 T : Planification et aménagement foncier

Plan d'occupation des sols (POS)

1 T 1	Dossier d'étude : correspondance, arrêtés préfectoraux, délibérations, comptes rendus de réunion, plans, documents de travail.	1975-1981
1 T 2	Dossier de consultation : rapport de présentation, règlement, plans de zonage, schéma d'organisation de la zone NAh, annexe documentaire, liste des emplacements réservés, plans et liste des servitudes d'utilité publique, annexes sanitaires, plan assainissement – eaux pluviales, plan assainissement – eaux usées, plan d'ensemble du réseau d'alimentation en eau potable, plan Electricité de France (EDF)/Gaz de France.	1979
1 T 3	Dossier de publication (9 octobre 1980) : plan de zonage.	1980
1 T 4	Dossier d'approbation (25 novembre 1981) : arrêté préfectoral, délibération, rapport de présentation, plans de zonage, règlement, schéma d'organisation de la zone NAh, annexe documentaire, liste des emplacements réservés, liste des servitudes d'utilité publique, plans des servitudes d'utilité publique, annexes sanitaires et plans.	1981

2 T : Urbanisme

2 T 1-28 Permis de construire : correspondance, arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, demandes de permis de construire, avis de dépôt de permis de construire, récépissés de demande de permis de construire, accusés de réception et notifications du délai d'instruction de la demande de permis de construire, déclarations d'ouverture de chantier, avis du maire sur la demande de permis de construire, avis de l'ingénieur subdivisionnaire, avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), plans, photographies, extraits du plan cadastral, notices descriptives, devis descriptifs, pré-études estimatives, arrêtés d'alignement, fiche de renseignements – notice d'impact, dossiers de déclaration d'installation classée pour la protection de l'environnement, extraits du règlement sanitaire départemental, autorisations de construction, demandes d'autorisation d'installer un dispositif d'assainissement individuel, déclarations d'achèvement de travaux, certificats de conformité, demandes d'exemption temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties, déclarations aux services fiscaux, certificats destinés aux services fiscaux, certificats du maire. 1950-1982

2 T 1	1950	2 T 15	1969
2 T 2	1951	2 T 16	1970
2 T 3	1952	2 T 17	1971
2 T 4	1953	2 T 18	1972
2 T 5	1954	2 T 19	1973
2 T 6	1956	2 T 20	1974
2 T 7	1958	2 T 21	1975
2 T 8	1961	2 T 22	1976
2 T 9	1962	2 T 23	1977
2 T10	1963	2 T 24	1978
2 T 11	1965	2 T 25	1979
2 T 12	1966	2 T 26	1980
2 T 13	1967	2 T 27	1981
2 T 14	1968	2 T 28	1982

2 T 29 Permis de démolir : arrêté préfectoral, demande de permis de démolir, plans. 1979

2 T 30-33 Certificats d'urbanisme[1] : correspondance, demandes de certificat d'urbanisme, certificats délivrés, plans. 1978-1982

2 T 30	1978
2 T 31	1980
2 T 32	1981
2 T 33	1982

[1] Seuls les certificats d'urbanisme valant division (article L 111.5 du Code de l'urbanisme) sont conservés (Cf. instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009 et circulaire DGP/SIAF/2014/006 du 22 septembre 2014).

3 T : Constructions

3 T 1	Construction du lotissement de la Cour situé sur la route d'Evron par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron, acquisition de terrain par la commune : correspondance, convocation du conseil municipal, plans topographiques, croquis schématique, acte notarié, état de frais, mandat de paiement (1964-1969). Dossier de création : correspondance, délibération, arrêté préfectoral portant approbation du lotissement, acte de dépôt de pièces du lotissement, plan de situation, plan topographique, plan projet de mur de clôture, plan projet eau potable et eaux pluviales, programme des travaux, plan projet 1ère et 2ème tranches, plan voirie et électricité, état de frais (1966-1967). Géomètre : correspondance, délibération, contrats, plan topographique, plan de piquetage, plan d'implantation rectificatif, état récapitulatif des surfaces de lots, plans projet 1ère et 2ème tranches, plan projet mur de clôture, états de frais, mémoires d'honoraires, relevé des décomptes dus par la commune, mandats de paiement (1964-1974). Conduite d'opération : délibération de demande de demande de concours de la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude du projet et la surveillance des travaux (s.d.). Marché de maîtrise d'œuvre : délibérations, convention passée entre la commune et le SIVM d'Evron (1966-1968). Dossier d'adjudication des travaux : avis d'adjudication des travaux, facture (1970). Travaux de voirie 1ère et 2ème tranches : correspondance, devis estimatifs, détails estimatifs, acte de soumission, plan du réseau d'eau potable, plan du réseau des eaux usées et des eaux pluviales, factures, certificats de paiement (1966-1978). Travaux sur le réseau électrique : correspondance, autorisations de construire, plan (1966-1970). Financement des travaux : dossiers de souscription d'emprunt, dossier de demande de subvention (1965-1967).	1964-1978
3 T 2	Lotissement de la Cour, vente de parcelles : correspondance.	1967-1971
3 T 3	Modifications du lotissement de la Cour : correspondance, délibérations, arrêtés préfectoraux portant modification du lotissement, notices explicatives, plan de situation, plans généraux de piquetage, accord des co-lotis, état de frais.	1970-1981

3 T 4	Construction du lotissement du Gué par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron, acquisition de terrain par la commune : correspondance, délibération, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, avis sur la valeur vénale du terrain, offre de vente, acte de résiliation de bail, plan topographique, acte notarié, mandat de paiement (1972-1974). Dossier de création : correspondance, délibérations, arrêté préfectoral portant approbation du lotissement, acte de dépôt de pièces du lotissement, plan topographique, plan projet, plan de voirie et réseaux, plan profil en long de la voirie, plan profil en travers-type, cahier des charges générales, attestation d'alimentation en énergie électrique, état de frais (1973-1974). Modifications du lotissement : correspondance, arrêtés préfectoraux portant modification du lotissement, notices explicatives, plan d'ensemble, plan d'implantation, plan parcellaire modificatif (1974). Géomètre : correspondance, délibération, contrat, plan de situation, plan d'implantation, plan topographique, plan projet, plan voirie et réseaux, plan profil en long de la voirie, plan profil en travers-type (1973). Marché de maîtrise d'œuvre : correspondance, délibération, convention passée entre la commune et le SIVM d'Evron (1973-1974). Adjudication des travaux : avis de consultation sur adjudication, procès-verbal d'adjudication des travaux (1974). Travaux de voirie et réseaux : correspondance, délibération, acte de soumission, cahier des prescriptions spéciales, bordereaux des prix, détails estimatifs, fiche d'attachement évaluatif, état de calcul de l'actualisation des prix, état de calcul des pénalités de retard, factures, certificat de paiement, bordereau des pièces de comptabilité (1974-1976). Travaux sur les réseaux électrique et d'éclairage public : correspondance, délibération, devis estimatif, état de renseignements techniques, extrait de la carte d'état-major, plans, facture, certificat de paiement (1974-1977). Financement des travaux : dossier de souscription d'emprunt (1973-1974).	1972-1977
3 T 5	Lotissement du Gué, vente de parcelles : actes notariés.	1975-1976

3 T 6	Construction du lotissement du Stade 1ère tranche par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) d'Evron, acquisition de terrain : correspondance, délibération du comité syndical, avis du service du Domaine, évaluations immobilières, relevés récapitulatifs des fiches d'évaluation de chacun des immeubles, plan topographique, promesse de vente, acte notarié (1974-1977). Dossier de création : délibération du comité syndical du SIVM d'Evron, arrêté préfectoral portant approbation du lotissement, acte de dépôt de pièces du lotissement, notice relative aux règles d'aspect architectural à respecter, plan topographique, plan de masse, plan projet d'alimentation en eau potable et électricité, cahier des charges générales, programme d'aménagement (1977). Modification du lotissement : correspondance, délibération du comité syndical du SIVM d'Evron, arrêté préfectoral portant modification du lotissement (1980). Géomètre : plan de masse, plans d'implantation (1977-1978). Marché de maîtrise d'œuvre : délibération de demande de concours de la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude et la surveillance des travaux (1980). Dossier de consultation des entreprises et dossier d'appel d'offres : correspondance, délibération du comité syndical du SIVM d'Evron, plan du réseau des eaux usées et des eaux pluviales, plan profil en long du réseau des eaux usées et des eaux pluviales, convocation de la commission d'appel d'offres, procès-verbal de la commission chargée de l'ouverture des plis (1977-1978). Travaux de voirie et réseaux : correspondance, compte-rendu de réunion, acte d'engagement, acte de cautionnement bancaire, cahier des clauses administratives particulières, cahiers des clauses techniques particulières, bordereau des prix, détail estimatif, plans, devis, lettre d'acceptation sur devis, état de renseignements techniques, exposé de conférence, plans de récolement, facture (1976-1981). Suivi des travaux : comptes rendus de réunion de chantier (1978). Financement des travaux : correspondance, délibérations, conventions passées entre le SIVM d'Evron et la commune, estimation prévisionnelle des dépenses, plan de financement (1978).	1974-1981